

COMMUNISME OU CIVILISATION

pour

l'INVARIANCE de la théorie du prolétariat

- Défendue dans la Ligue des Communistes (Manifeste du Parti Communiste - 1848); dans l'AIT (oeuvre du Conseil Général de Londres dirigé par Marx); lors de la Commune; dans la Deuxième Internationale; contre la dégénérescence et la faillite de celle-ci (Gauche socialiste en Allemagne, Bolcheviks, Gauche socialiste en Italie - fraction abstentionniste).

- Qui triomphe en Russie 1917 et internationalement : Moscou 1919; fondation de la Troisième Internationale; Livourne 1921: fondation du parti communiste d'Italie, rupture avec la démocratie.

- Défendue par la Gauche communiste contre la dégénérescence de Moscou; contre l'Union sacrée dans la résistance au fascisme.

- Qui doit être restaurée, ainsi que le Parti Communiste -organe de la classe prolétarienne- en dehors de tout démocratisme, carriérisme, individualisme, contre l'immédiatisme et contre tout doute révisionniste sur la doctrine.

- le but de Communisme ou Civilisation est la re-formation du Parti Communiste.

BREF HISTORIQUE DU MOUVEMENT DE LA CLASSE PROLETARIENNE DANS L'AIRE EURO-NORD AMERICAINE DES ORIGINES A NOS JOURS

(REVOLUTION COMMUNISTE - THESES DE TRAVAIL)

4.4. LE MOUVEMENT OUVRIER DANS LES AUTRES PAYS EUROPEENS DES ORIGINES A 1889. (ITALIE, AUTRICHE-HONGRIE).

Le découpage de notre travail sur l'histoire du mouvement ouvrier en Europe et aux Etats-Unis (c'est-à-dire les pays constituant dès le 19^e siècle la sphère où règne la soumission réelle du travail au capital et où donc, la révolution communiste est possible) est chronologique, et en même temps thématique. En effet, nous pensons avoir maintenant largement démontré, à travers l'étude de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la France (cf. CouC N^s 16,18,23, RIMC N^s 2,3,4) que le mouvement ouvrier international connaît un cycle, inscrit dans l'histoire plus générale de la lutte des classes, et que ce cycle connaît un certain nombre de moments par lesquels passent l'une après l'autre toutes les fractions nationales du prolétariat mondial. Lorsque les moments se télescopent (cas de la révolution double qui sera étudiée à partir de l'exemple russe dans un prochain chapitre des "Thèses de travail sur la révolution communiste") cela constitue une expérience particulière, mais qui n'en enrichit pas moins le corpus international de la révolution communiste. C'est ainsi que nous avons effectué les découpages chronologico-thématiques suivants :

- Des origines à 1848 : Formation du prolétariat et de son programme.
- De 1848 à 1871 : Affrontement bourgeoisie/prolétariat à travers les révolutions doubles. Révolution pure pour l'Angleterre.
- De 1871 à nos jours : révolution prolétarienne à l'ordre du jour sur tout le continent jusqu'aux frontières de la Russie.

Certains pays, entrés, pour des raisons historiques, plus tard dans le cycle, ramassent en peu d'années toute l'expérience accumulée en des générations par les prolétaires des autres pays. C'est le cas notamment des Etats-Unis qui seront étudiés dans les prochains numéros. D'autres connaissent un développement plus longtemps bourgeois, et ne voient surgir de réelles forces révolutionnaires prolétariennes, capables de s'inscrire dans la tradition communiste, que dans les années 1880. C'est le cas de l'Italie, l'Espagne, l'Autriche-Hongrie. Dans ces pays, les forces authentiquement socialistes émergent pratiquement au moment où, internationalement, il y a fédération de toutes les forces socialistes à l'échelle européenne dans la Seconde Internationale.

C'est pourquoi, après l'étude approfondie des trois pays pivots dans la naissance du communisme, nous étudions à présent, sur une seule période des origines à 1889, les autres pays, avant de passer aux Etats-Unis, qui mériteront de plus amples développements, puis à la Seconde Internationale (cf. le plan général de ce travail publié dans le N^o 16 de Communisme ou Civilisation).

Un problème fondamental qui est soulevé par l'étude du mouvement en Italie et en Autriche-Hongrie est celui de la question nationale. Marx et Engels ont toujours souligné le fait que la république

démocratique était la forme d'Etat la plus favorable au développement de la lutte des classes. Le terme "république démocratique" recouvre une forme politique de l'Etat. Encore faut-il que cet Etat existe et, à l'époque bourgeoise, l'Etat est l'Etat national, la construction capable d'englober les différentes régions, nationalités, ethnies etc. qui vivent sur un même territoire géographique. De même qu'il n'est pas indifférent à la forme politique de l'Etat, le prolétariat d'une zone géographique donnée ne peut être indifférent au fait de vivre au sein d'un Etat déterminé (1). Comme le dit "Le Manifeste", "bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie en revêt cependant d'abord la forme." Ceci n'en déplaît à certaines forces gauchistes qui ont une conception complètement idéaliste de l'internationalisme : ce dernier n'est pas la négation, a priori, du fait national, mais son dépassement, dans une organisation humaine supérieure que le parti communiste doit préfigurer à l'échelle internationale. Mieux même, Engels souligne qu'aucune activité autonome du prolétariat ne s'effectuera, tant que cette question ne sera pas résolue.

Cela signifie donc que, plus la bourgeoisie nationale d'une aire donnée est en retard dans ses tâches nationales, plus la revendication prolétarienne est entravée par cette question et plus le mouvement ouvrier local doit prendre en charge les problèmes qui y sont liés. D'où le fait que le prolétariat ait un intérêt profond à voir le problème national réglé pour pouvoir mener à bien sa propre politique de classe: Dans la préface de 1893 à l'édition italienne du "Manifeste", Engels souligne la dialectique selon laquelle les révolutions ouvrières de 1848 contribuèrent à associer le pouvoir de la bourgeoisie, qui dès lors se donna pour tâche de systématiser l'organisation en nation.

"Dans les autres nations, en Italie, en Allemagne, en Autriche, les ouvriers n'ont fait au fond que porter la bourgeoisie au pouvoir. Mais dans aucun pays le règne de la bourgeoisie n'est possible sans l'indépendance nationale. La révolution de 1848 devait donc entraîner l'unité et l'autonomie des nations qui jusqu'alors en étaient privées : l'Italie, l'Allemagne, la Hongrie."

(Engels : préface à l'édition italienne du Manifeste. 1893)

Mais, ce faisant, tout en travaillant immédiatement pour son ennemi juré, le prolétariat prépare le terrain pour revenir en force comme classe révolutionnaire internationale, à partir de contingents forts qui se seront forgés à l'intérieur de chaque nouvelle nation ainsi constituée :

"Si donc la révolution de 1848 ne fut pas la révolution socialiste, elle lui a pourtant ouvert la voie et préparé le terrain. Avec l'élan ainsi donné dans chaque pays à la grande industrie, le régime bourgeois a créé partout, ces dernières quarante-cinq années, un prolétariat nombreux, concentré et puissant; il a ainsi engendré, pour employer l'expression du Manifeste, ses propres fossoyeurs. Sans l'autonomie et l'unité rendues à chaque nation, ni l'union internationale du prolétariat ni la tranquille et intelligente coopération de ces nations pour des fins communes ne sauraient s'accomplir. Qu'on essaye d'imaginer une action commune des ouvriers italiens, hongrois, allemands, polonais, russes dans les conditions politiques d'avant 1848!"

(idem).

En fait, si l'on met à part la France, qui pour des raisons

historiques, s'est constituée très tôt comme Etat national et où les problèmes se posent aux frontières de l'Etat (Nice et la Savoie, l'Alsace-Lorraine...), et l'Angleterre, où le gros problème national se focalise sur l'Irlande (2), dans les autres pays du continent le mouvement ouvrier naissant doit tout de suite se colleter avec la question de la délimitation de l'Etat national. C'est ce qui explique que la France, bien avant les autres pays, put connaître la fulgurance de la revendication communiste d'un Babeuf, à une époque où les conditions économiques n'étaient pas vraiment mûres. Le cycle se clôt pour l'Allemagne en 1870, mais reste ouvert pour l'Empire Austro-Hongrois, la Russie etc.

Par contre, en considérant la France comme le centre de ce mouvement (et on sait que le prolétariat français paya cher ce rôle par sa fatuité qui le conduisit trop souvent au chauvinisme et à la collaboration de classe), plus l'on s'éloigne vers l'Est, plus la situation se complique en mélangeant inextricablement revendication prolétarienne et revendication nationale. C'est le cas notamment de l'Autriche-Hongrie, plus encore à l'Est de la Russie, et pour tous les peuples slaves, de la Turquie. Il est intéressant de noter ici que toute la problématique étudiée par Marx et Engels à propos de la "Turquie d'Europe", des rapports entre Russes et "Slaves du Sud", réémerge avec violence à la surface de l'actualité. Et ce n'est certainement pas avec des phrases toutes faites sur les "luttes de libération nationales" que l'on comprendra quoi que ce soit à ces questions. C'est en fait tout l'historique du débat de la fin du siècle passé entre Kautsky, Luxembourg, Lénine, Pannekoek, Bauer etc. sur l'héritage des positions de Marx et Engels qu'il faut reprendre aujourd'hui, point par point. Même si les éléments fournis à travers ce Bref historique ne sont pas encore aujourd'hui suffisamment commentés, ils fournissent une trame pour un tel travail.

Sur la question du parti, l'exemple Austro-Hongrois fournit le cas d'un parti qui doit se constituer dans un pays où l'Etat national n'est pas encore constitué. Cela implique un problème tactique par rapport à la stratégie en vigueur à une époque où le parti ouvrier doit se constituer sur une base nationale dans chacun des grands pays avant d'aboutir à une unité internationale du prolétariat. En Autriche-Hongrie, on se trouve devant le cas d'un parti devant intégrer des prolétaires de différentes nationalités. En même temps, le parti historique défend depuis 1848 la conception d'une Allemagne unifiée étendue à l'Autriche, et l'indépendance de la Hongrie, considérée comme une des nations historiquement "viables" du centre du continent. Il est donc naturel de prêter aux prolétaires allemands un rôle prépondérant par rapport à l'organisation des prolétaires, notamment dans certaines zones sous influence allemande (la Bohême allemande par exemple). Engels souligne combien l'unité des travailleurs tchèques et allemands est forte dans cette région, au sein d'un même parti. Par la suite la situation se dégradera avec l'avènement d'un nationalisme tchèque parmi les prolétaires de cette nation. La réflexion d'Engels est à rapprocher, à contrario de la position du parti sur le problème irlandais. Là, au contraire, la confusion d'un même organisme central pour les prolétaires anglais et irlandais, ne fait que reproduire, au sein même du parti international de la classe ouvrière (en l'occurrence l'AIT) le schéma selon lequel l'ouvrier anglais profite de l'exploitation de son homologue irlandais. Toute mesure tendant, donc, à battre en brèche le chauvinisme des ouvriers anglais, au sein même du mouvement, et donc à affaiblir aussi l'Angleterre sur le marché mondial, est bonne. A l'inverse, Marx et Engels ne considèrent pas, à l'époque, les tchèques comme une nation viable et capable d'un mouvement révolutionnaire. Ils jugent donc qu'il est plus profitable à la révolution que la classe

ouvrière tchèque s'unifie à la classe ouvrière allemande au sein d'un même parti. On voit à partir de cet exemple, que nous n'avons pas l'opportunité de développer plus longuement ici, que le maître-mot en matière de rapports parti/question nationale est la DIALECTIQUE, et qu'il faut étudier à fond les subtilités de la question pour pouvoir en dire quoi que ce soit d'intelligent.

oOo

(1)"Ce droit des grandes entités nationales de l'Europe à l'indépendance politique, reconnu par la démocratie européenne, ne pouvait que l'être de la même manière surtout par la classe laborieuse. Ce n'était en fait rien d'autre que la reconnaissance de ce même droit à une existence nationale propre pour les autres nations indubitablement viables que les ouvriers de chaque pays revendiquaient pour eux-mêmes. Mais la reconnaissance de ce droit et la sympathie envers ces aspirations nationales se limitaient aux grandes nations historiques bien définies de l'Europe. C'étaient l'Italie, la Pologne, l'Allemagne et la Hongrie. La France, l'Espagne, l'Angleterre, la Scandinavie, qui n'étaient ni divisées ni placées sous contrôle étranger, n'étaient qu'indirectement intéressées en cette affaire. Quant à la Russie, elle ne pouvait être mentionnée que comme la détentrice d'une immense accumulation de possessions volées, qu'elle devrait restituer le jour du règlement de comptes."

(Engels. "Qu'est-ce que les classes laborieuses ont à voir avec la Pologne ?" in. Commonwealth. 31 Mars 1866)

(2) A propos de l'Irlande, Marx disait que : "Le mouvement ouvrier sera continuellement interrompu, entravé et retardé, jusqu'à ce que cette grande question européenne soit résolue."

oOo

4.4.1. L'ITALIE.

"La première nation capitaliste, c'était l'Italie. Le terme du moyen âge, le seuil de l'ère capitaliste moderne, est marqué par une figure gigantesque, colossale de génie. C'est un Italien, le Dante, à la fois le dernier poète du moyen âge et le premier poète moderne. Aujourd'hui comme en 1300, une nouvelle ère historique se dégage. L'Italie nous produira-t-elle le nouveau Dante qui marquera l'heure de naissance de cette ère prolétarienne ?" (Engels. Préface à l'édition italienne du Manifeste du parti communiste - 1893).

4.4.1.1. Constitution de l'Etat italien unitaire.

4.4.1.1.1. L'histoire du mouvement national en Italie suit le rythme des événements européens, et notamment des élans révolutionnaires à l'oeuvre en France. Simplement, les épisodes qui ont lieu en 1789 et après, en 1800-1815, en 1830, 1848 et au-delà, sont en décalage par rapport aux mouvements qui se déroulent sur le reste du continent, lesquels sont marqués, notamment en France, par une intervention croissante des masses prolétaires.

Le rythme suivi par l'Italie est en cela comparable à celui de l'Allemagne : la révolution nationale est à l'ordre du jour tandis que la révolution prolétarienne pointe déjà en Angleterre et en France. Cependant, si dans les deux cas, on a la nécessité d'établir l'unité politique et administrative (exigée par l'essor des forces productives capitalistes) d'un pays divisé en multiples unités héritées de l'époque féodale, l'Italie doit en plus secouer un joug étranger : celui de l'Autriche. Une étude approfondie de la question nationale devra prendre en compte à fond l'exemple de l'Italie, car on y a tous les ingrédients des conflits de type libération nationale : la lutte contre une domination étrangère couplée à la révolution bourgeoise nationale, les interventions impérialistes des puissances étrangères (France, Angleterre), enfin la position du parti international de la classe ouvrière (soutien de l'AIT à Garibaldi par exemple). Il ne s'agit ici que de donner quelques éléments historiques afin de tracer le cadre général de l'intervention du prolétariat.

4.4.1.1.2. L'Italie est une des premières nations européennes à connaître le capitalisme sous sa forme première : le capitalisme marchand. Par la suite, elle connaîtra une éclipse assez longue au cours de laquelle le pays s'enfonce dans la division entre royaumes féodaux et subit les invasions étrangères. Par la médiation du Saint-Empire Romain Germanique, le sort de l'Italie apparaît ainsi longtemps lié à celui de l'Allemagne. La question de l'unité allemande et celle de l'unité italienne se font donc pendant, au cours des siècles qui séparent le moyen-âge de l'époque moderne. L'Italie se caractérise, non comme un Etat national unitaire, mais comme un ensemble d'Etats régionaux, dont certains sont soumis à une influence étrangère. L'Espagne domine une partie de la péninsule jusqu'au début du XVIII^e siècle, après quoi elle laisse place à une rivalité entre la France et la maison des Habsbourg. L'influence française, comme souvent en Europe, atteint un sommet avec l'impérialisme Napoléonien, dont le but était d'exporter le radicalisme de la révolution française. Comme en Allemagne (cf. CouC N°20), la révolution française, puis les conquêtes de Napoléon, apportent une modernisation des institutions politiques et juridiques dans certains Etats (au Nord notamment). La contre-

révolution verrouillée en 1815 avec la Sainte-Alliance, redonne à l'Autriche une place prépondérante comme nation contre-révolutionnaire chapeautant les destinées des territoires italiens.

Comme toujours, le mouvement national n'est pas séparé du mouvement social. La bourgeoisie est la classe qui se trouve porteuse de l'idéal d'unité nationale car elle incarne des rapports de production qui doivent s'émanciper des tutelles locales, des particularismes régionaux qui nuisent à la libre circulation des marchandises et au mouvement d'autonomisation de la valeur.

Le révolutionnaire bourgeois Mazzini exprime bien ces intérêts bourgeois lorsqu'il dit :

"Nous n'avons pas d'emblème, pas de nom politique, pas de voix parmi les nations d'Europe; nous n'avons pas de centre commun, ni de commun marché. Nous sommes démembrés en huit Etats, indépendants l'un de l'autre, sans alliance, sans unité de vues, sans contacts réciproques réguliers. Huit lignes de douanes, sans compter les empêchements qui découlent de la triste administration intérieure de chaque Etat, divisent nos intérêts matériels, font obstacle à notre progrès, nous interdisent tout accroissement manufacturier, toute activité commerciale étendue. Prohibitions ou droits énormes frappent l'importation et l'exportation. Produits du sol ou de l'industrie abondent dans une province d'Italie ou font défaut dans une autre, sans qu'on puisse rétablir l'équilibre, vendre ou échanger le superflu. Huit systèmes divers de monnaies, de poids et mesures, de législation civile, commerciale ou pénale, d'organisation administrative, nous rendent comme étrangers les uns aux autres."

4.4.1.1.3. Pour l'Italie comme pour les autres nations européennes se pose le problème de l'édification d'un Etat bourgeois moderne, qui élimine tous les résidus juridiques et politiques des vieilles organisations féodales. Au cours du XVIII^e siècle l'Italie connaît des exemples de monarchie absolue, mais seulement dans quelques uns des Etats (Piémont, Lombardie). Cette forme, tout comme en France, permet de battre en brèche le pouvoir de la noblesse et du clergé, et de favoriser la création d'institutions liées à la propriété bourgeoise (le cadastre par exemple). Le mouvement révolutionnaire de 1789-1795 trouve un écho puissant en Italie, où des conjurations républicaines ont lieu dans des villes comme Turin, Naples, Bologne, Gênes (1794) ou Palerme (1795). Incapable de secouer le joug autrichien, le mouvement est écrasé.

4.4.1.1.4. Comme en Allemagne, l'expansionnisme Napoléonien joue un rôle majeur dans la modernisation des institutions dans un sens bourgeois. Sous le Directoire (1796-97) la France mène les "guerres d'Italie", sous la direction de Bonaparte (annexion de Nice et de la Savoie), mais exporte en même temps le modèle républicain bourgeois "par le haut", à Lucques, à Rome, en Ligurie. Bonaparte, devenu entre temps empereur des Français, se proclame roi d'Italie en 1805. Jusqu'à l'achèvement de l'épisode Napoléonien en 1815, la France contrôle la quasi-totalité de la péninsule, soit directement (annexion du Piémont en 1802, de la Ligurie en 1805, des Etats pontificaux en 1809), soit par donation à des membres de la famille impériale ou à des fonctionnaires Napoléoniens (la république de Lucques à une soeur de Napoléon, Naples à Murat, le Bénévent à Talleyrand etc.)

4.4.1.1.5. En 1815, la victoire de la Sainte-Alliance sonne temporairement le glas de la période révolutionnaire qui a vu l'ascension de la bourgeoisie au pouvoir en France, et son entrée en lutte dans d'autres Etats. Non seulement sur le plan de l'indépendance nationale, mais aussi sur le plan social, puisque la victoire de

l'Autriche implique celle du modèle absolutiste et de la réaction politique incarnée par Metternich. L'Italie se trouve à nouveau divisée en plusieurs zones d'influence (la Vénétie, la Lombardie, la Toscane et Parme sous la coupe de l'Autriche; les Etats pontificaux rendus au Pape Pie VII; Naples et la Sicile aux Bourbons; le Piémont et la Savoie à Victor-Emmanuel Ier).

4.4.1.1.6. Tout cet épisode italien doit être vu en liaison avec les événements en cours en Europe durant toute cette période. La phase de contre-révolution ouverte en 1815 connaîtra une rupture en 1830, et surtout en 1848. Dans les Etats moins avancés économiquement, cette phase est celle où la bourgeoisie s'organise pour faire triompher ses intérêts de classe, mais ceci à un moment où déjà une autre classe, le prolétariat, commence à faire entendre sa voix. C'est pourquoi il existe, chez de nombreux bourgeois, une tentation socialiste (les socialistes utopiques par exemple) et cette tendance sera très marquée en Italie.

4.4.1.1.7. D'emblée, le mouvement national bourgeois italien se divise en deux branches, l'une modérée et "constitutionnaliste", l'autre plus romantique et fortement teinté d'aspirations socialistes de type utopique. En même temps, aucun courant socialiste prolétarien véritable ne peut se dégager, tant que la question de l'unité nationale n'a pas été résolue, c'est-à-dire tant que le terrain n'est pas préparé à l'affrontement de classe entre prolétariat et bourgeoisie.

Jusqu'en 1848 prédomine en Italie la vie des sectes, incarnée par les sociétés secrètes comme les Adelfi ou les Carbonari (Charbonnerie). Filippo Buonarrotti, le compagnon de Babeuf, joue un rôle important à cette période. Les Carbonari possèdent un programme démocratique incluant la revendication d'un Etat national unitaire et se revendiquent de la révolution française. Fidèle à la théorie de la conspiration, la Charbonnerie intervient par des tentatives d'insurrection en 1820 dans le Piémont, en 1831 sous l'influence directe de la révolution parisienne de 1830. Naturellement, comme les aventures blanquistes en France, ces tentatives sont vouées à l'échec, aboutissant à l'écrasement de sociétés secrètes et à leur dispersion par l'exil de leurs membres à l'étranger. Ce faisant, l'influence de courants socialistes à l'oeuvre en Europe se fera sentir sur un certain nombre de militants.

4.4.1.1.8. Mazzini, tout en continuant une politique de coups de main et insistant de manière romantique sur l'image d'une Italie unifiée qui se dresserait comme guide moral des peuples européens, introduit en Italie une politique de "réformisme éclairé" sur laquelle il nous faudra revenir dans une étape ultérieure de ce travail, par rapport au réformisme en général. Autant Mazzini est radical dans les moyens qu'il prône pour l'unification de l'Italie, puisqu'il n'hésite pas à recourir à l'insurrection armée, autant sa vision de la question sociale est calquée sur celle des bourgeois radicaux anglais ou des républicains français. Il vise, contre le socialisme hérité de Buonarrotti, et aussi contre Proudhon, dont l'influence est grande à organiser conjointement travailleurs et bourgeois dans une association qui unifie les intérêts du capital et du travail.

En 1831 il fonde une société secrète "Jeune Italie" et anime une revue du même nom. Des tentatives de complot échouent en 1833 et 1834. En 1841, Mazzini crée une association ouvrière "L'union des ouvriers italiens", dont le but est d'éviter que les ouvriers ne s'organisent de façon autonome, car ils le feraient sous la bannière des doctrines socialistes. On voit ici que la tentative de noyer la classe ouvrière dans le "peuple", la nation, est un acte fondamental du régime bourgeois et, que ce soit à travers le fascisme ou la social-démocratie, un fil intégrateur qui parcourt toute l'histoire du mode

de production capitaliste.

4.4.1.1.9. L'épisode de 1848 en Italie fut précédé d'une époque d'agitation à partir de 1845 et de mouvements de réforme correspondant à l'essor de la bourgeoisie locale dans les provinces contrôlées par l'Autriche. Il existait un courant de libéralisation dans certains Etats (Piémont), y compris les Etats pontificaux sous l'égide de Pie IX (libéralisation de la presse, administration communale à Rome), ainsi qu'un mouvement constitutionnaliste dans nombres d'Etats. Des négociations étaient en cours pour une union douanière et débouchaient sur l'idée d'une confédération italienne.

Le mouvement se radicalise dès janvier 1848 (avant donc Février en France ce qui fait dire à Marx que : "avant que l'Allemagne ne sorte de sa léthargie, l'Italie (..) a mené à bonne fin, à Palerme, la première révolution de cette année". Bien évidemment, le déchainement révolutionnaire sur tout le continent européen relance à son tour le phénomène national en Italie, notamment après Février, en France, puisque traditionnellement, c'est ce pays qui impulsait l'élan révolutionnaire en Italie. Le mouvement débouche sur des émeutes populaires qui entraînent les souverains plus loin que là où ils voulaient aller dans leur politique de réformes constitutionnelles progressives.

En même temps, le mouvement de 1848 touche au coeur le tuteur de l'Italie : l'Autriche. Des troubles ont lieu en Hongrie et en Bohême en Mars entraînant la chute de Metternich. Les troubles en Italie sont dirigés contre les Autrichiens, qui plient bagages. Les revendications bourgeoises (constitutionnelle) et nationale (anti-autrichienne) se mêlent.

Cependant le mouvement de 1848 n'arrive pas à prendre une ampleur nationale, car il est fait de la juxtaposition de mouvements locaux, où chacun des Etats italiens poursuit ses propres intérêts et cherche à s'emparer de la direction des opérations. Il y a malgré tout constitution d'une Ligue Nationale Italienne. On y retrouve les deux tendances historiques du mouvement national italien : la tendance démocratique et républicaine incarnée par Venise et la Lombardie, et la tendance modérée et bourgeoise, incarnée par le Piémont et Charles-Albert.

Cependant, la contre-révolution dont le sommet fut la répression des journées de juin à Paris (puisqu'on venait de démontrer à la bourgeoisie internationale que le "peuple" - le prolétariat - pouvait être vaincu), triomphe également en Italie.

"Le grand coup qui suivit fut la chute de Milan. La reconquête de Milan par Radetsky représente en fait le premier évènement européen depuis la victoire de juin à Paris. L'aigle bicéphale sur le dôme de la cathédrale de Milan, ne signifiait pas seulement la chute de toute l'Italie, elle signifiait aussi la résurrection du centre de gravité de la contre-révolution européenne, la resurrection de l'Autriche. L'Italie battue et l'Autriche ressuscitée - qu'est-ce-que la contre-révolution pouvait demander de plus !" (Nouvelle Gazette Rhénane 30 Novembre 1848)

4.4.1.1.10. Cependant, en Italie, le mouvement de 1848 se prolonge encore en 1849, avec l'entrée en scène des masses populaires, qui proclament la république en Toscane en Octobre 1848 et à Rome en Février 1849. Dans l'article que nous venons de citer, donc en Novembre 1848, Marx et Engels espèrent voir dans cette remontée du mouvement en Italie, l'amorce d'une relance du processus révolutionnaire dans toute l'Europe. De même que l'Italie avait été le premier pays à se lancer dans l'insurrection, de même que, à travers

l'écrasement de Milan, il avait été le second pays dont la chute témoignait de la victoire de la contre-révolution, de même, espéraient-ils, son retour sur la scène révolutionnaire servirait-il de détonateur au reste du mouvement européen. Cet espoir, comme bien d'autres, fut déçu, car l'Italie passa également sous les fourches caudines de la contre-révolution européenne, avec d'autant plus de force que le leader de cette contre-révolution était l'Autriche et qu'elle avait spécialement peu intérêt à voir l'Italie s'émanciper.

Seul le Piémont, qui était l'Etat le plus avancé du point de vue des institutions, connut un phénomène de radicalisation démocratique (insurrection de Gênes) qui obligea le roi Charles-Albert à appeler des démocrates au gouvernement. A partir de ce moment-là et jusqu'à la réalisation de l'unité italienne, c'est le Piémont qui prendra la tête de la croisade nationale; il reprend, seul, l'initiative de la guerre contre l'Autriche en Mars et Avril 1849. Sur le plan militaire, comme sur le plan politique dans tout le reste de l'Europe, l'Autriche est trop forte et écrase les forces italiennes, même si la résistance de Rome, sous la houlette de Garibaldi et de ses volontaires, est forte. Avec la chute de Venise, le 26 Aout, l'épopée militaire de l'Italie révolutionnaire se clôt provisoirement.

La contre-révolution se réalise sur le territoire italien soit par occupation directe de l'Autriche (Toscane, Duchés), soit par l'instauration de l'Etat de siège (Lombardie). D'autres Etats, comme Naples et les Etats pontificaux connaissent un régime de réaction sur le plan politique et de répression contre toutes les forces démocratiques, même modérées.

Seul le Piémont conserve ses institutions libérales. Pour cette raison, Turin devient la capitale intellectuelle de la démocratie, à cause du nombre de réfugiés politiques venus de toute l'Italie. En retour, cette situation contribue à faire du Piémont un foyer pour la relance de l'agitation démocratique et nationaliste. Le roi Victor-Emmanuel, après avoir signé la paix avec l'Autriche, confie le gouvernement à un réformateur modéré, qui poursuit l'oeuvre de modernisation des structures de l'Etat, notamment contre l'Eglise. A la suite de Massimo d'Azeglio, le grand bourgeois démocrate Cavour devient premier ministre en Mai 1852.

4.4.1.1.11. Cavour fut un homme-clé de l'émancipation de l'Italie. Dans les brouillons à la préface de l'édition italienne du "Manifeste" (1893), Engels le compare à Bismarck, en ce sens qu'il fut un des "exécuteurs testamentaires" de la révolution de 1848 à l'échelle européenne. Par sa position sociale, il incarne les intérêts de la haute bourgeoisie d'affaires, et la modernisation des anciennes classes dominantes, puisqu'il descend d'une haute lignée aristocratique du Piémont, et que son père s'est recyclé dans le négoce. Lui-même entrepreneur, Cavour possède d'immenses domaines agricoles qu'il entreprend de gérer de manière capitaliste, et des entreprises industrielles. A cette mutation sociale correspond évidemment une adaptation de la doctrine politique et Cavour rompt avec le conservatisme de sa famille pour épouser la cause du libéralisme, qu'il a appris à connaître à travers l'Angleterre. Comme toutes les bourgeoisies politiques apparues tardivement sur la scène historique, la bourgeoisie italienne trouve dans Cavour une tendance politique "réaliste", qui refuse la république dans la mesure où elle est consciente, même confusément, de la menace prolétarienne que contient toute révolution menée au profit de la bourgeoisie. Contre les tendances bourgeoises plus radicales qui flirtent avec les théories socialistes, Cavour prône un régime de monarchie constitutionnelle modérée, à l'anglaise, et ouvre son gouvernement à toutes les fractions modérées de la bourgeoisie, de centre gauche et de centre droit. Dans les années 1850 le Piémont connaît une période

de développement industriel, avec la réalisation de grands travaux, et une modernisation des structures administratives. Le Piémont concentre sur son territoire la moitié des grandes sociétés industrielles.

Toutes ces circonstances placent le Piémont dans une situation favorable pour être le fer de lance de l'émancipation nationale italienne. C'est le triomphe de la voie modérée, malgré quelques dernières tentatives de la part du courant démocrate de fomenter des insurrections armées (Mazzini, Pisacane à Naples). Daniele Manin et même Garibaldi (ce dernier pour des raisons tactiques) se rallient à la dynastie de Savoie et au Piémont de Cavour. Ce dernier joue un grand rôle dans ce mouvement, plus par l'intrigue et la manoeuvre diplomatique que par l'affrontement révolutionnaire. Dans l'Europe de la contre-révolution, Cavour cherche des alliances pour briser l'isolement du Piémont. Il favorisa la participation du Piémont à la guerre de Crimée (1856) aux cotés des français et des anglais contre la Russie. A la suite de cette campagne militaire, le Piémont obtient de participer à la conférence de paix de Paris, ce qui l'amenait à prendre place parmi les nations européennes.

A partir de 1858, Cavour fait alliance avec Napoléon III, pour qui il est préférable d'avoir une Italie unifiée sous l'égide des modérés, qui favoriseraient une solution de type fédéral (Cavour est partisan d'une union d'Etats modérés en Italie), plutôt qu'une république unitaire, susceptible de dérive radicale, sur le flanc Sud-Est de la France. Les intérêts de l'impérialisme français oscillent ainsi entre la volonté de faire pièce à l'Autriche, et donc de favoriser l'unité italienne, et la crainte de voir cette dernière se réaliser pour de bon.

"Mais la politique bonapartiste ne poursuivait pas ce but (de l'émancipation italienne NDR). Elle proclama ouvertement que la France ne pouvait, en aucun cas, tolérer une Italie unie. Par indépendance et liberté de l'Italie, elle entendait en effet une sorte de Confédération Rhénane appliquée à l'Italie, sous la protection bonapartiste et la présidence d'honneur du Pape; en d'autres termes, la substitution de l'hégémonie de la France à celle de l'Autriche."
(Engels. La savoie, Nice et le Rhin - 1860)

Il y a là un élément fondamental pour la critique des thèses des partisans de la "théorie de la décadence" quant à la question nationale. Pour ces derniers en effet, les luttes de libération nationale sont impossibles au vingtième siècle, car elles tombent immédiatement dans le cadre de luttes entre les puissances impérialistes et deviennent de simples moments dans le jeu d'antagonismes entre grandes puissances. Comme toujours lorsque l'on regarde l'histoire passée, l'argument décadenciste apparaît comme une sottise. En effet, l'intervention des pays impérialistes pour soutenir tel ou tel coté dans une lutte nationale, est une constante de ce genre de conflits et en est donc une composante inévitable. Ce qui n'a jamais suffi, en soi, à empêcher les bourgeoisies nationales d'accomplir leur oeuvre d'émancipation lorsqu'elles le devaient et qu'elles se donnaient les moyens de le faire.

Ainsi, quelles que soient les intrigues françaises qui voulaient se servir de l'Italie, en fait contre la Prusse, via l'affaiblissement de l'Autriche, il existait un véritable mouvement d'émancipation national italien, mené par la bourgeoisie.

"A l'époque, c'était encore la manufacture tout court qui prédominait en Italie, la grande industrie étant encore dans un état embryonnaire. Dans son ensemble, la classe des

travailleurs était encore loin d'être expropriée et prolétarisée : dans les villes, elle détenait toujours ses instruments de production, et, dans les campagnes, le travail industriel était un gagne-pain auxiliaire des petits paysans propriétaires ou métayers. Dans ces conditions, l'énergie de la bourgeoisie n'était pas encore brisée par son antagonisme avec un prolétariat conscient et moderne. En outre, comme en Italie la division ne subsistait que par la domination étrangère de l'Autriche, qui protégeait les princes dans leur gabegie administrative, la grande noblesse foncière comme la masse des citadins se rangèrent aux côtés de la bourgeoisie, luttant à la tête du mouvement d'indépendance nationale. Or, la domination étrangère avait été secouée en 1859, sauf en Vénétie. La France et la Russie avaient rendu impossible le maintien ultérieur de l'Autriche que nul ne redoutait plus. Et l'Italie avait en Garibaldi un héros de caractère antique, capable de faire des prodiges, et qui les fit. Il balaya tout le royaume de Naples avec ses mille francs-tireurs : il unifia en fait l'Italie, et mit en pièces la trame spécieuse de la politique bonapartiste. L'Italie fut libérée et unifiée de fait par la Révolution, et non par les intrigues de Louis-Napoléon." (Engels. Le rôle de la violence dans l'histoire).

Dans le cadre des aventures militaires qui caractérisaient l'impérialisme du Second Empire en France, (expédition mexicaine etc.) Napoléon III conclut un traité secret avec Cavour, qui parle au nom des Etats sardes (incluant le Piémont et la Sardaigne), pour combattre l'Autriche.

Cependant l'aventure ne se déroule pas comme prévu par les protagonistes. D'une part le déclenchement d'un conflit armé entraîne un regain de l'activité nationaliste démocratique dans toute l'Italie (insurrections populaires en Toscane, à Parme, à Bologne, d'où les souverains installés par l'Autriche sont chassés). D'autre part les pertes militaires françaises face à l'Autriche sont énormes (10.000 morts en une seule journée à la bataille de Solferino). Craignant de travailler finalement pour le compte de la révolution en Italie, et de créer par contre-coup une agitation en France contre une guerre meurtrière, Napoléon III tourne casaque et signe seul la paix avec l'Autriche. Le roi Victor-Emmanuel s'incline et Cavour est poussé à la démission.

Au cours des années 1860, de nombreux Etats italiens s'allient au Piémont en une ligue militaire unitaire. Des révoltes ont lieu en Toscane, à Parme, à Modène, et des gouvernements provisoires se rallient au Piémont. Cavour revient à la tête du gouvernement en janvier 1860 et négocie avec la France la main-mise du Piémont sur les régions centrales de l'Italie, contre la cession de Nice et de la Savoie. L'unité italienne se fait donc progressivement par extension du Nord vers le Sud (voir carte page suivante). A chaque fois, Cavour organise dans les Etats concernés des plébiscites qui se prononcent massivement en faveur du rattachement à l'Italie. En même temps le mouvement connaît une inclination à gauche sous l'impulsion de Garibaldi, derniers faits d'armes du parti Mazzinien. Garibaldi organise une expédition sur Naples, avec la complicité de Cavour, mais une fois sur place, et aidé par l'insurrection des masses populaires napolitaines, Garibaldi essaie d'établir une république radicale, en réalisant notamment la réforme agraire. Craignant la généralisation de ces débordements, Cavour lance ses troupes à l'assaut de Garibaldi, ce qui lui permet de faire d'une pierre deux coups, car pour atteindre Naples depuis le Piémont, il faut passer par les Etats pontificaux qui

LES ETAPES DE L'UNITE ITALIENNE

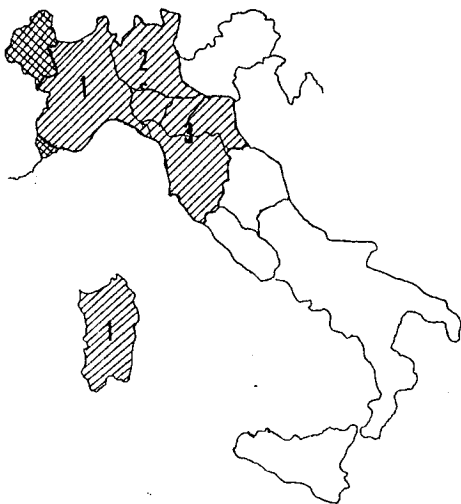
1 : Piémont et Sardaigne



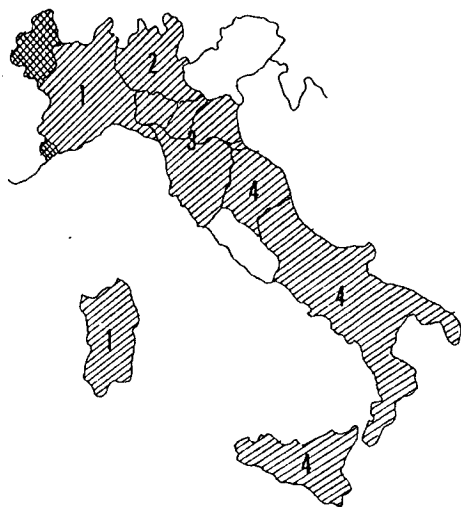
2 : 1859-Lombardie



3 : Printemps 1860
Duchés et Romagne
(cession de la Savoie et
Nice à la FRANCE)

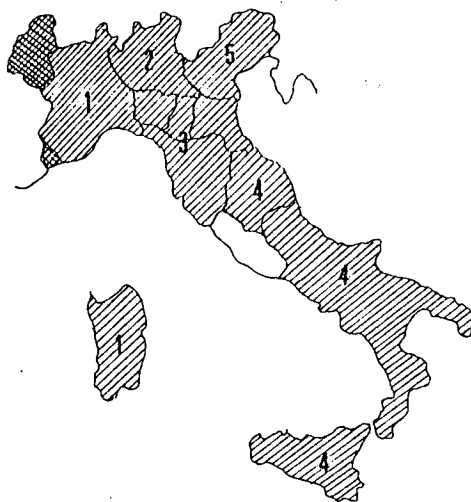


4 : Automne 1860
Royaume de Naples, Ombrie et
Marches



suite des cartes p.suivante

5 : 1866-Vénétie



1870 : Rome



se trouvent au centre. L'occasion est ainsi donnée de défaire au passage les troupes du Pape, et de rattacher les Marches et l'Ombrie à l'Italie. Le Pape ne garde de pouvoir politique que sur la ville de Rome proprement dite.

Ainsi, à la fin de 1860, toute l'Italie est unifiée sauf Rome et la Vénétie. Le Parlement de toutes les provinces se réunit pour la première fois en Février 1861, et Victor-Emmanuel est proclamé roi d'Italie en Avril. Venise fut annexée à l'Italie au cours de la guerre austro-prussienne de 1866, et la question de Rome comme capitale de l'Etat unitaire resta la seule question ouverte capable de continuer à mobiliser le mouvement national italien.

Comme on le voit, l'unité italienne n'a pas été le fruit d'une seule révolution nationale qui aurait pu en même temps balayer de manière beaucoup plus radicale les institutions monarchiques et produire une expression prolétarienne au cours d'un mouvement de transcendance révolutionnaire. Ceci est dû aussi à la faiblesse quantitative et qualitative du prolétariat italien. L'expression du socialisme en Italie jusqu'en 1870 est complètement noyée dans le mouvement national bourgeois.

4.4.1.1.12. L'unification de l'Italie, de même que celle de l'Allemagne, joue un rôle essentiel sur la configuration de l'espace européen, et à ce titre occupe une place importante dans les considérations tactiques du parti ouvrier international. La question nationale est aussi un moment de toute première importance pour l'établissement d'une tactique militaire pour les communistes. La configuration politique des Etats est le fruit d'un mouvement séculaire où les conditions géographiques et topographiques jouent un grand rôle. Le prolétariat suit de près ces questions, non seulement lorsque le cours national est encore ouvert, du point de vue bourgeois, car c'est dans ces brèches, qu'il peut être à même d'entrer en lice et de frapper l'adversaire, mais aussi par la suite, car les configurations ébauchées lors de la constitution des ensembles nationaux, servent ensuite de cadre au déroulement des conflits inter-impérialistes. (Ceux-ci d'ailleurs fournissent rarement des "solutions" qui dépassent réellement les anciens clivages historiques pluri-séculaires qui ont été à la source de mouvement nationaux ou de conflits. On voit bien à travers les événements en cours en Europe de l'Est que les partages arbitraires et souvent artificiels (Pologne) qui ont été faits dans le cadre des négociations inter-impérialistes, recréent en fait des points de tension entre nations, que le précédent partage impérialiste avait chapeautés, mais non résolus).

Dans son article "Pô et Rhin", Engels donne une magnifique leçon de dialectique révolutionnaire sur les relations entre facteurs politiques et facteurs militaires. A l'époque (1859), ni l'Italie ni l'Allemagne n'avaient achevé leur révolution nationale. Il existait parmi les généraux allemands une théorie militaire selon laquelle "le Rhin doit être défendu sur le Pô", c'est-à-dire que pour protéger le territoire allemand de toute invasion venue du Sud (Italiens, mais aussi Français, l'ennemi héréditaire, puisque, "l'Italie du Nord est, depuis de long siècles, le champ de bataille où Allemands et Français voient leurs querelles". - Engels-), il est nécessaire de contrôler militairement la Vénétie et la Lombardie. Donc, dans l'optique de l'impérialisme autrichien, de conserver ces provinces italiennes sous sa coupe politique directe. Or, Engels démontre que, même en dehors de toute possession directe des territoires en question, la situation militaire reste plus favorable aux allemands qu'aux français et en tout cas qu'aux Italiens dans la perspective d'une Italie unifiée. Que donc, l'argument militaire n'est pas suffisant pour invoquer un droit politique à l'occupation permanente de ces territoires, qui rentrent

immanquablement dans le cadre d'une Italie unitaire.

"Nous ne contestons donc nullement que l'Allemagne renonce à une excellente position de défense, si elle abandonne la ligne du Mincio. En revanche, ce que nous contestons, c'est que cette position soit nécessaire à la sécurité de la frontière méridionale de l'Allemagne."

Dans le cadre du soutien du parti communiste à l'émancipation nationale allemande, Engels est évidemment soucieux du fait que la sécurité de la nation allemande soit assurée; mais en même temps, il considère qu'il faut rompre avec la tradition qui fait du peuple allemand le complice des exactions de ses dirigeants, et le suppôt de la politique de domination de l'Autriche (cf. CouC N°22 p.40). Si la démocratie en Allemagne a un rôle révolutionnaire à jouer, ce rôle doit évidemment être aussi international, et doit tenir compte de la politique étrangère du futur Etat allemand. C'est pourquoi Engels met en balance l'intérêt stratégique de conserver la plaine du Pô (intérêt de toutes façons amoindri par d'autres considérations géo-stratégiques) avec le discrédit politique que cela entraîne.

"Mais, chose plus importante encore : la possession de la Lombardie vaut-elle la haine et l'hostilité fanatique que nous voue l'Italie tout entière ? Vaut-elle que nous partageons la responsabilité des mesures punitives prises par l'Autriche - au nom et dans l'intérêt de l'Allemagne, comme on nous l'assure - afin d'y maintenir sa domination ? Vaut-elle que l'on s'immisce sans cesse dans les affaires intérieures du reste de l'Italie sans quoi, aux dires des Autrichiens, la Lombardie ne saurait être tenue, en rendant les Allemands toujours plus odieux aux Italiens ?"

Dans ce cadre, l'influence de l'Allemagne résidera avant tout dans sa capacité à devenir une véritable nation et à jouer un rôle progressiste en Europe, que dans sa propension à mettre la main sur des territoires d'autres pays, ce qui a pour effet de retarder leur constitution en nation et, dialectiquement, celle de l'Allemagne.

"De toute façon, une chose est certaine : aussi longtemps que nous serons forts dans notre propre maison, nous disposerons d'une puissante influence en Italie, que nous tenions ou non la Lombardie. Si nous laissons à l'Italie le soin de régler ses propres affaires, la haine qu'éprouvent à notre égard les Italiens s'éteindra d'elle-même; notre influence naturelle sur eux n'en sera que renforcée et pourra même se développer, dans certaines circonstances, en véritable hégémonie. Au lieu donc d'asseoir notre force sur la possession de territoires étrangers et sur l'oppression d'une nationalité, à laquelle seul le préjugé peut dénier la possibilité d'un avenir, nous ferions mieux de nous préoccuper d'être unis et forts dans notre propre maison."

4.4.1.2. La constitution du parti ouvrier en Italie.

4.4.1.2.1. Contrairement à la France, l'Italie n'a pas tendu, au cours de son mouvement de révolution bourgeoise, à l'expression d'une revendication communiste qui préfigure le programme du prolétariat. Nous avons vu que, dans le cours du mouvement national unitaire, les aspirations sociales étaient revendiquées par une frange radicale de la bourgeoisie qui tenta, notamment dans le Sud (Garibaldi à Naples), de mettre à exécution certaines réformes par la voie de l'insurrection armée. La faiblesse et la répartition inégale d'un prolétariat de fabrique moderne explique le fait que l'agitation sociale contre la toute jeune bourgeoisie nationale italienne, se soit faite surtout sous la forme du brigandage (dans la partie méridionale), le

gouvernement central engageant une véritable guerre contre les populations locales qui ne voulaient pas se soumettre. De plus, les grandes difficultés économiques et financières rencontrées par le nouvel Etat ne pouvaient qu'entraîner certaines formes d'agitation sociale.

Dans ce contexte, Mazzini tentait d'organiser lui-même les ouvriers, sous la forme d'une association, afin d'éviter que, par eux-mêmes, les prolétaires se rallient au socialisme. C'est par l'entremise de Mazzini que se fit l'adhésion de l'Italie à l'AIT, mais Marx prit soin de saper toute influence de celui-ci sur les organes centraux de l'Internationale. Par contre l'Italie servit de base d'organisation pour Bakounine, avec la fondation d'associations qu'il fait reconnaître comme sections italiennes de l'Internationale. Comme dans tout l'épisode bakouninien, "l'appui" prétendu sur des groupes ouvriers en Italie repose sur un bluff et une manoeuvre (cf. Communisme ou Civilisation N°23 p.37) comme le souligne le document sur "Les prétendues scissions dans l'Internationale".

"Ses prétendues sections (de l'Alliance NDR) restaient un mystère pour le Conseil Général. Bakounine cherchait à retenir sous sa direction personnelle les quelques groupes épars en Espagne et en Italie et la section de Naples qu'il avait détachée de l'Internationale. Dans les autres villes italiennes, il correspondait avec des petits noyaux, composés non d'ouvriers, mais d'avocats, de journalistes et autres bourgeois doctrinaires."

Comme forces authentiquement révolutionnaires, il n'y avait que Garibaldi, vaguement tenté par le socialisme, pour s'opposer au collaborationnisme de Mazzini, qui cherchait à noyer dans le "Peuple" italien, comme expression de la volonté divine, les différences de classes et la lutte politique. En fait, dans la foulée du mouvement national italien, le terrain se dégage pour une véritable expression socialiste au moment même où l'organe des prolétaires sur le plan international entre en crise, et où la classe subit une défaite majeure avec l'écrasement de la Commune. Après le congrès de la Haye (1872), qui marque la fin de l'AIT, le mouvement se sépare entre bakouninistes, qui animent la Fédération Italienne de l'AIT, et les internationalistes regroupés autour d'Enrico Bignami et du journal "La plèbe".

"Bignami est en effet le premier nom de marxiste que l'on trouve dans les chroniques "nominales". Son journal "La plèbe" commença à être publié à Lodi en 1868. De fait, le sous-titre de "La plèbe" était "journal républicain, rationaliste, socialiste", mais l'opinion, dérivée des accusations anarchistes, selon laquelle son orientation était un socialisme de type "malonien", c'est-à-dire humanitaire et opposé aux moyens violents ne sont pas justes. La correspondance avec Engels le prouve suffisamment. Le qualificatif de "républicain" est efficace contre la tendance (qui surgira peu après) selon laquelle les socialistes doivent être "agnostiques" en matière institutionnelle, c'est-à-dire indifférents au fait de travailler sous la monarchie ou la république, grave maladie opportuniste toujours défendue par tous les marxistes radicaux. L'adjectif "rationaliste" suffit à éclaircir qu'il ne s'agit pas d'une république à la Mazzini, qui est, selon la formule "Dieu et le peuple", nettement théiste. Populisme et théisme vont assez bien ensemble."

(Storia della sinistra comunista. 1912-1919 p.13)

Dans le même texte, La Gauche souligne que pour retrouver le fil de la constitution du mouvement socialiste en Italie, il faut reprendre l'histoire de la constitution des sociétés ouvrières. Ainsi, le passage que nous citons ci-après confirme la tendance générale que nous avons déjà abondamment exploitée sur le plan théorique dans ce travail sur l'histoire du mouvement ouvrier : une fois fermement établis les rapports de production capitalistes, et lorsque le terrain est dégagé pour l'expression plus pure de la lutte de classes (fin d'une révolution anti-féodale ou d'une lutte nationale par exemple) le prolétariat cherche à se regrouper et jette spontanément les bases d'une association sous la forme d'un parti ouvrier. La tactique des communistes est de pousser à l'expression et l'organisation d'un tel parti, et d'y intervenir quelles que soient ses faiblesses et confusions de départ, pour y faire triompher le programme communiste comme seule expression véritablement adéquate des intérêts historiques du prolétariat.

"Pour suivre, au cours de la décennie 1880-1890, et jusqu'à 1892, la formation du parti politique socialiste, il faut suivre non plus les libertaires qui représentaient l'Internationale (alors plus marxiste), mais la longue série des organisations ouvrières qui se formèrent après la constitution de l'unité nationale avec des objectifs plus que limités, au début.

Déjà avant 1860, il y avait eu dans le Piémont des congrès de Sociétés ouvrières. De telles sociétés avaient surgi il y a longtemps sous la tutelle paternaliste des gouvernements, dans des buts d'assistance mutuelle, qui à l'époque se fondaient sur les modestes dons versés par les associés et dont ils tiraient des ressources en cas de maladie ou d'infortune (...). Après le Statut de 1848, la tendance de droite faisant face aux libéraux soutenait que si les ouvriers, en tant que citoyens, pouvaient prétendre aux droits de suffrage, ils ne pouvaient, en tant que catégorie sociale, traiter de questions politiques dans leurs congrès. Mais une tendance de gauche, dans laquelle on trouvait des libéraux radicaux, des mazziniens, et quelques autres cousins socialistes, faisait des efforts dans un sens opposé, et réussit, à Novi en 1859, à faire voter une souscription ouvrière pour un million de fusils à Garibaldi.

En Octobre 1860 se réunit à Milan le huitième congrès des sociétés ouvrières italiennes. Une première tendance à passer du camp de la "mutualité" dans celui de la "résistance" se manifesta dans la proposition d'organisation par branches et par métiers, contre les piémontais qui étaient pour une organisation indistincte ou, comme on disait, "cumulative", apte seulement à des actions d'assistance et non à celles que l'on appellera par la suite syndicales.

Au congrès de Florence en 1861, les mazziniens s'emparèrent du mouvement des Sociétés ouvrières, dont scissionnèrent ceux de la tendance modérée. A Rome, en 1871, le congrès des Sociétés Ouvrières adhéra avec un ordre du jour aux principes sociaux et politiques de Mazzini, provoquant la sortie des quelques délégués adhérents à l'Internationale libertaire, comme Cafiero. Les sociétés ouvrières fraternelles du type mazzinien se réunirent encore en 1874 à Rome, où elles se prononcèrent contre les grèves, considérées comme "dangereuses", et invitèrent les associations régionales à les prévenir "par tous les moyens, en leur opposant (...)

l'association du capital avec le travail" et la constitution "d'arbitrages mixtes d'ouvriers et de propriétaires" ! A Genève en 1876, toujours sous la poussée républicaine, un congrès vota contre la participation aux élections politiques afin qu'il n'y ait pas de suffrage universel (il ne faut pas oublier que les mazziniens purs étaient et furent toujours des abstentionnistes en monarchie)."
(idem pp.15-16)

Comme on le voit à travers ces quelques exemples, la lutte du prolétariat pour son émancipation, commence par la lutte pour faire admettre l'exercice d'une activité politique, l'organisation en un parti ouvrier autonome, enfin l'affirmation de la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat et de l'exercice de sa dictature.

Si la bourgeoisie a toujours dénié cette activité au prolétariat, elle trouve, dans le capital moderne, une fois assis son pouvoir sur la société, encore plus de moyens pour empêcher le prolétariat de se constituer ainsi en classe et donc en parti. Qu'il s'agisse de la démocratie sociale, dont la tendance est de noyer le prolétariat dans la démocratie ou dans le "peuple" (fascisme), qu'il s'agisse du réformisme qui vise à renouveler les alliances capital-travail, ou qu'il s'agisse, lorsque c'est nécessaire de la violence ouverte, complément inévitable des autres tactiques, tout au long de son histoire la bourgeoisie vise à empêcher que "l'oeuvre d'émancipation des travailleurs soit l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes."

C'est pourquoi les bases fondatrices du parti ouvrier : reconnaissance de l'action politique, reconnaissance de la nécessité d'un parti politique, prise du pouvoir politique et dictature du prolétariat, sont des revendications permanentes tout au long de l'histoire du MPC. Mais, alors que dans les débuts de l'histoire du mouvement ouvrier, cette émergence spontanée des revendications prolétariennes tolérait en son sein ou à ses côtés des expressions encore floues, non directement communistes, aujourd'hui, seuls les communistes sont à même de revendiquer ces tâches-là. Autrement dit aujourd'hui, l'intégralité des tâches du parti ouvrier est revendiquée par les communistes et par eux seuls.

D'où, sur toutes les questions de l'activité politique du prolétariat, l'importance de la lutte contre les anarchistes. Tandis que ceux-ci (Malatesta) menaient des luttes de type insurrectionnel dans différentes régions d'Italie, certains parmi les anciens dirigeants anarchistes se ralliaient au socialisme. Ainsi sous l'influence d'Andrea Costa (1) se fonde à Rimini en Aout 1881 le "Parti socialiste révolutionnaire de Romagne". Costa avait également fondé "L'Avanti". De même l'anarchiste Carlo Cafiero avait édité un résumé du "Capital" et avait exprimé à Bignami, au moment de mourir son ralliement à l'action politique du prolétariat.

Ainsi, sans être encore le parti ouvrier sur le plan national, qu'Engels considérait comme une étape nécessaire dans chaque pays comme prélude à l'unification internationale du prolétariat (cf. RIMC N°2) le PSR de Romagne possédait un véritable programme révolutionnaire, dans lequel on pouvait lire notamment ceci :

"La révolution est pour cela, avant tout, dictature temporaire des classes travailleuses, c'est-à-dire accumulation de tout le pouvoir social (économique, politique et militaire) dans les mains des travailleurs insurgés, dans le but d'éradiquer les obstacles que le vieil ordre des choses oppose à l'instauration du nouveau, de défendre, de provoquer, de propager la révolution, et d'exécuter l'expropriation des biens privés, de stabiliser la propriété collective et

l'association du capital avec le travail" et la constitution "d'arbitrages mixtes d'ouvriers et de propriétaires" ! A Genève en 1876, toujours sous la poussée républicaine, un congrès vota contre la participation aux élections politiques afin qu'il n'y ait pas de suffrage universel (il ne faut pas oublier que les mazziniens purs étaient et furent toujours des abstentionnistes en monarchie)."
(idem pp.15-16)

Comme on le voit à travers ces quelques exemples, la lutte du prolétariat pour son émancipation, commence par la lutte pour faire admettre l'exercice d'une activité politique, l'organisation en un parti ouvrier autonome, enfin l'affirmation de la nécessité de la prise du pouvoir par le prolétariat et de l'exercice de sa dictature.

Si la bourgeoisie a toujours dénié cette activité au prolétariat, elle trouve, dans le capital moderne, une fois assis son pouvoir sur la société, encore plus de moyens pour empêcher le prolétariat de se constituer ainsi en classe et donc en parti. Qu'il s'agisse de la démocratie sociale, dont la tendance est de noyer le prolétariat dans la démocratie ou dans le "peuple" (fascisme), qu'il s'agisse du réformisme qui vise à renouveler les alliances capital-travail, ou qu'il s'agisse, lorsque c'est nécessaire de la violence ouverte, complément inévitable des autres tactiques, tout au long de son histoire la bourgeoisie vise à empêcher que "l'oeuvre d'émancipation des travailleurs soit l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes."

C'est pourquoi les bases fondatrices du parti ouvrier : reconnaissance de l'action politique, reconnaissance de la nécessité d'un parti politique, prise du pouvoir politique et dictature du prolétariat, sont des revendications permanentes tout au long de l'histoire du MPC. Mais, alors que dans les débuts de l'histoire du mouvement ouvrier, cette émergence spontanée des revendications prolétariennes tolérait en son sein ou à ses côtés des expressions encore floues, non directement communistes, aujourd'hui, seuls les communistes sont à même de revendiquer ces tâches-là. Autrement dit aujourd'hui, l'intégralité des tâches du parti ouvrier est revendiquée par les communistes et par eux seuls.

D'où, sur toutes les questions de l'activité politique du prolétariat, l'importance de la lutte contre les anarchistes. Tandis que ceux-ci (Malatesta) menaient des luttes de type insurrectionnel dans différentes régions d'Italie, certains parmi les anciens dirigeants anarchistes se ralliaient au socialisme. Ainsi sous l'influence d'Andrea Costa (1) se fonde à Rimini en Aout 1881 le "Parti socialiste révolutionnaire de Romagne". Costa avait également fondé "L'Avanti". De même l'anarchiste Carlo Cafiero avait édité un résumé du "Capital" et avait exprimé à Bignami, au moment de mourir son ralliement à l'action politique du prolétariat.

Ainsi, sans être encore le parti ouvrier sur le plan national, qu'Engels considérait comme une étape nécessaire dans chaque pays comme prélude à l'unification internationale du prolétariat (cf. RIMC N°2) le PSR de Romagne possédait un véritable programme révolutionnaire, dans lequel on pouvait lire notamment ceci :

"La révolution est pour cela, avant tout, dictature temporaire des classes travailleuses, c'est-à-dire accumulation de tout le pouvoir social (économique, politique et militaire) dans les mains des travailleurs insurgés, dans le but d'éradiquer les obstacles que le vieil ordre des choses oppose à l'instauration du nouveau, de défendre, de provoquer, de propager la révolution, et d'exécuter l'expropriation des biens privés, de stabiliser la propriété collective et

l'organisation sociale du travail".
(cité dans Storia... p.17)

A coté du PSR de Romagne, d'autres initiatives visant à regrouper la classe ouvrière montraient que le terrain murissait en Italie pour la constitution d'un parti ouvrier. En 1882, une section électorale est fondée à Milan par le Cercle ouvrier de Milan, qui vise à "concourir à la formation d'un Parti ouvrier, indépendant des autres partis." Un "Parti ouvrier italien" est créé en 1885 en Lombardie, et influence surtout les travailleurs agricoles qui mènent de dures luttes dans la région du Pô.

"A partir de ce moment nous avons deux courants qui conflueront dans la formation du parti prolétarien de classe : l'un est celui du PSR de Romagne, dont nous venons de parler, et qui, au cours de son troisième congrès à Forlì en 1884 prendra le nom de PSR italien, l'autre est celui du Parti ouvrier, dont la première section naît à Milan en 1882 et à l'activité duquel contribua dans ces années là le jeune avocat Filippo Turati. Il faut noter que le parti ouvrier est à son début "ouvriériste", ou, pour le dire à l'anglaise "labouriste", qu'il ne veut pas avoir d'idéologie politique, qu'il ne veut organiser personne d'autre que des ouvriers manuels salariés, et qu'il est - comme les anarchistes-abstentionnistes sur le plan électoral par horreur des intrigues corruptrices de la politique bourgeoise. Par rapport à de telles positions, le fait d'admettre dans le parti tous les militants ayant une opinion théorique socialiste, de se donner un programme politique clair et de participer aux luttes électorales contre tous les partis bourgeois constitue un pas en avant. En 1885 se tient à Milan le premier congrès du Parti Ouvrier Italien. Tout en saluant le Parti Socialiste Révolutionnaire et en espérant l'union avec lui, on refuse la lutte politique et on définit le parti comme "économique".

(...)

Tandis que les congrès des associations fraternelles et mutuelles, déjà dominées par les mazziniens, se vidaient de tout caractère de classe, murissaient les conditions pour un congrès d'unification de toutes les forces socialistes en un parti politique unique."
(id. p.20)

La constitution de la Seconde Internationale en Juillet 1889 à Paris complète l'élan unitaire en vigueur au sein des forces socialistes en Italie. En 1891 les associations de travailleurs italiens, réunies en congrès, décident de travailler à "la constitution d'un parti indépendant des travailleurs italiens." Seuls les mazziniens ne se rallient pas à cette proposition.

Le parti socialiste italien est fondé à Gênes en 1892. Comme les débuts de la Seconde Internationale, le congrès est marqué par la lutte et la séparation définitive entre communistes et anarchistes, sur la question de la prise du pouvoir. Les anarchistes ne s'incorporèrent pas au parti mais fondèrent leur propre "Parti des Travailleurs italiens". Par contre, comme le souligne Bordiga dans la "Storia...", le camp communiste était partagé entre révolutionnaires et éléments réformistes.

"Dans le camp marxiste, comme cela arrive toujours dans de telles occasions, les différences entre la vision

révolutionnaire et celle réformatrice ou révisionniste, déjà apparue alors en Europe ne furent pas éclaircies. Cela donna le fameux programme de Gênes 1892 que le parti conserva jusqu'à 1921, lorsque les communistes sortirent à Livourne."

Bordiga souligne, dans ce texte, que ce programme, qui fonda donc le parti socialiste italien jusqu'à la rupture de 1921, omet quelques passages clés du corpus du communisme révolutionnaire : conquête du pouvoir politique par la violence révolutionnaire, destruction de l'Etat bourgeois, dictature du prolétariat.

"L'expression finale d'expropriation économique et politique de la classe dominante était particulièrement vague, et cause de confusion. De même, peu claire était la revendication de la "gestion de la production", dans laquelle manque le sujet : syndicat, Etat ? Et dans ce dernier cas, l'Etat durerait éternellement ?"

La démonstration qui intervient dans les pages qui suivent se situe dans la droite ligne de l'analyse classique des rapports entre parti ouvrier et communistes que nous n'avons cessé d'exposer et d'illustrer, peut-être parfois à force de répétitions fatigantes pour le lecteur. Les 5 premiers congrès du Parti Socialiste Italien, jusqu'à celui de Bologne en 1897, consacrent la lutte acharnée des éléments radicaux (la gauche, c'est-à-dire les communistes), pour clarifier et "épurer" le programme du parti, dans un sens plus conforme aux enseignements du programme communiste. Les thèmes ainsi "débattus" (mais derrière les batailles de congrès il y a une lutte politique acharnée) peuvent sembler rabachés aux communistes d'aujourd'hui pour qui la théorie semble (mais semble seulement) tomber toute rôtie dans le bec, il n'empêche qu'ils constituent des jalons d'une importance vitale dans l'histoire de la lutte du prolétariat pour son émancipation. D'ailleurs, le simple fait qu'on les retrouve comme enjeux de dures batailles de congrès, aussi bien dans chaque histoire "nationale" des différentes fractions locales de la classe ouvrière que dans celle de ses instances internationales (AIT, Seconde Internationale), montre justement qu'à l'époque, ils n'allait pas de soi, et qu'il fallait lutter durement pour les faire admettre et accepter au sein même du parti de la classe ouvrière. Ces thèmes sont : centralisme contre fédéralisme (Parme 1895, qui consacre aussi le nom de "Parti socialiste italien"); contre toute alliance avec d'autres classes ou fractions (Reggio Emilia 1893); contre l'admission dans le parti d'associations économiques en tant que telles et pour l'adhésion personnelle des membres (Florence 1896). De ce point de vue, la trajectoire du parti ouvrier italien est exemplaire, car elle épouse celle du mouvement international de la classe. Le parti eut essentiellement à se délimiter, en Italie, par rapport à l'anarchisme et celui-ci fut battu en brèche par la pénétration du communisme, mais aussi par les faits eux-mêmes, qui amenèrent de individus comme Costa, à remettre en cause petit à petit l'anarchisme pour son idéalisme et immédiatisme foncier. Le parti socialiste italien fut aussi toujours à l'écoute du parti social-démocrate allemand, dont il apprit les moyens de lutte.

Ainsi, comme tous les autres partis nationaux sur la base de la tactique définie par le parti historique pour la période 1864-1889, qui nous occupe ici, le Parti Socialiste Italien connaît une phase de radicalisation et d'approfondissement de ses bases de classe, au cours des décennies 1880-1890. Cependant, à partir du milieu des années 1890, et ceci aussi est partagé par l'expérience des autres partis, le réformisme se consolide comme courant au sein de la classe ouvrière et vient donner une autre figure à la lutte pour l'imposition du

programme communiste au sein du parti ouvrier. La lutte pour imposer le programme et la tactique communiste contre les courants qui animaient auparavant la classe ouvrière (diverses variantes du socialisme, ou même anarchisme) se transforme en lutte pour préserver l'acquis historique contre la nouvelle offensive du réformisme; nouvelle dans sa signification, mais pas forcément dans son contenu, comme nous le verrons. Les leçons de cet important chapitre de l'histoire de la classe feront l'objet d'autres développements dans les prochains travaux de Communisme ou Civilisation.

NOTES

(1) Costa était arrivé à une critique de l'anarchisme par une remis en cause de l'immédiatisme, qui, fondamentalement, caractérise ce courant. Il accuse les anarchistes d'avoir été "préoccupés beaucoup plus de la logique de nos idées et de la composition d'un programme révolutionnaire que nous nous efforçons d'instaurer sans retard, que de l'étude des conditions économiques et morales du peuple et des ses besoins ressentis et immédiats".

oOo-

4.4.2. BREF HISTORIQUE SUR LE MOUVEMENT OUVRIER EN AUTRICHE HONGRIE DE 1867 A 1889

4.4.2.1 HISTOIRE DE L'AUTRICHE-HONGRIE AVANT LA REVOLUTION DE 1848

4.4.2.1.1. Cette aire d'Europe centrale est caractérisée tout comme l'Allemagne par le morcellement. Nous rappellerons les grandes lignes du développement historique, ce qui nous amènera à la création de l'Empire Austro-Hongrois de 1867, et au développement d'un mouvement ouvrier indépendant. (Nous invitons nos lecteurs à se reporter au N°20 de Communisme ou Civilisation dans laquelle nous avons traité brièvement cet historique (thèses 2.2.4.1. p.18).

Dans cette myriade d'Etats que comptait l'Allemagne, l'Autriche, née comme la Prusse, en tant que colonie allemande sur terre slave, développa un rôle prépondérant en étendant sa domination sur la Hongrie, commencée dès le début du XVIème siècle.

La Hongrie avait déjà une existence nationale avec la formation d'un Etat au X^e siècle; elle connut un développement économique et un essor des villes au cours des XIV^e et XV^e siècles, notamment du fait de l'importance de ses mines d'or. C'est dans un tel contexte qu'à la suite du mouvement des hussites, les paysans se soulevèrent en 1436, annonçant la guerre des paysans en Allemagne. La contre-révolution féodale renforça le pouvoir des Princes et de l'Eglise, mais en 1514, les paysans se révoltèrent à nouveau, grande jacquerie conduite par György Dozsa qui fut à son tour réprimée, aboutissant à une aggravation du sort des paysans. Face aux invasions ottomanes, la Hongrie se dota d'un Etat national centralisé (règne de Mathias I^{er}) en s'appuyant sur la bourgeoisie, la faisant accéder à l'administration de l'Etat. D'autre part on eut une alliance avec l'Autriche:

" L'alliance des Magyars et des Allemands d'Autriche était une nécessité. Il manquait seulement un fait d'importance, une attaque puissante contre eux deux pour rendre cette alliance indissoluble. Ce fait se poursuivit lors de la conquête du Royaume Byzantin par les Turcs. Les Turcs menaçaient la Hongrie et en second lieu Vienne, et la Hongrie revint à la maison des Habsbourg, à laquelle elle se trouva liée indissolublement et pour des siècles."

(La N.G.R. tome 2 ed.soc.p300).

Le rapprochement entre l'Autriche et la Hongrie eut lieu dès les premières tentatives de paysans slaves pour accéder à l'autonomie.

Mais l'alliance devint progressivement domination autrichienne sur une partie de la Hongrie. Au début du XVIII^e, la monarchie absolue autrichienne dut faire face à des luttes d'indépendance magyares. La Hongrie était devenue en quelque sorte le grenier alimentaire de l'Autriche; par ailleurs elle devait acheter à l'Autriche ses produits manufacturés fortement taxés, ce qui reléga la première dans un état quasi-colonial, entravant le développement des forces productives. L'Allemand fut proclamé langue officielle en 1785. Effrayée par la révolution française, la noblesse hongroise se rapprocha des Habsbourgs (crainte de perdre ses droits, surtout avec l'abolition du servage). Elle réprima d'ailleurs une tendance jacobine qui préfigurait en quelque sorte le mouvement de 1848 dirigé par Kossuth.

4.4.2.1.2. L'Empire d'autriche était une puissance absolutiste au même titre que la Russie, alliée à l'impérialisme anglais; son territoire s'étendait sur la Bohême, la Moravie, le Tyrol, la Carinthie, la Styrie, la Carniole, la Lombardie, la Vénétie, l'Istrie,

la Croatie et la Hongrie, myriades de peuples dominés.

Cet Empire de la réaction avait totalement paralysé toute expression publique, censure de la presse et vie intellectuelle en général; seule la Hongrie sous cette monarchie connaissait une situation particulière, puisque son petit journal avait droit de parution et ne tombait pas sous le joug de la censure autrichienne.

La vie économique de l'Empire se déroulait au ralenti:

" La classe moyenne commerçante ou industrielle ne se développait que lentement en Autriche. Le trafic du Danube était relativement peu important; le pays ne possédait qu'un port, Trieste, et le commerce de ce port était des plus restreints. Quand aux industriels, ils jouissaient d'une protection considérable qui, dans la plupart des cas, allait jusqu'à la suppression totale de concurrence étrangère; mais cet avantage leur avait été garanti surtout pour accroître leur capacité d'impôt, et se trouvait d'ailleurs contrebalancé très fortement par les restrictions intérieures des manufactures, les privilèges des guildes et autres corporations féodales que l'on soutenait soigneusement tant qu'elles ne contrecarraient pas les vues et les projets du gouvernement. Les petits commerçants étaient enerrés dans les limites étroites de ces corporations moyenâgeuses, qui mettaient les divers groupements en lutte perpétuelle au sujet de leurs privilèges et mettaient en même temps les individus de la classe ouvrière dans l'impossibilité de s'élever dans l'échelle sociale et conférait ainsi, aux membres de ces associations de fortune une sorte de stabilité héréditaire. Enfin le paysan et l'ouvrier étaient considérés comme une simple matière imposable, et le seul soin qu'on prenait d'eux, c'était de les maintenir, autant que possible, dans leur situation du moment, situation qui avait déjà été celle de leurs pères. Dans ce but, on maintenait, au même titre que l'autorité de l'Etat, toute autorité ancienne, établie, héréditaire; l'autorité du seigneur terrien sur le petit tenancier, celle du manufacturier sur l'ouvrier, du petit patron sur le compagnon et l'apprenti, du père sur le fils, était partout rigoureusement maintenue par le gouvernement; et toute espèce de désobéissance était punie, comme une transgression de la loi par l'instrument universel de la justice autrichienne, le bâton."

ENGELS. p.47 REVOLUTION ET CONTRE REVOLUTION EN ALLEMAGNE
(ed. Costes)

Du fait de cette situation, Engels qualifiait l'Empire autrichien, totalement fermé à l'évolution de l'Europe occidentale, de "Chine de l'Europe", "l'autriche restait en quelque sorte inconnue de l'Europe, et l'Europe était tout aussi peu connue en Autriche (...)"

4.4.2.1.3. LA REVOLUTION DE 1848

L'introduction du machinisme et de la vapeur, autrement dit le développement inexorable des forces productives capitalistes, bouleversa tout cet ordre des choses dans la Chine d'Europe; les anciens rapports de production furent sabordés, le serf devint homme libre, le petit fermier ouvrier de fabrique. Le chemin de fer et les voyages à l'étranger de la bourgeoisie montante fit le reste, notamment en favorisant la pénétration des idées révolutionnaires dans l'Empire.

Vers la fin de 1847 l'Autriche était en proie à l'agitation politique. D'une part les communistes espéraient en 1848 une victoire de la révolution bourgeoise en Allemagne qui permettrait la formation d'un Etat national moderne et démocratique, terrain sur lequel le prolétariat allemand aurait pu engager la lutte immédiate pour le pouvoir. D'autre part, le renversement du système réactionnaire de la Sainte-Alliance devait ouvrir la voie au capitalisme vers l'Est; phénomène de portée révolutionnaire formidable.

La vague révolutionnaire frappa l'Empire dans sa quasi-totalité, mais les divers foyers furent écrasés les uns après les autres. (cf Thèses p.30 et p.44 du N°20 de CouC).

La Hongrie participa grandement par sa propre structure et organisation politique à affaiblir l'Empire:

" Il y avait en outre, dans l'organisation de l'Etat autrichien, un élément dangereux, la constitution féodale hongroise, avec ces procédés parlementaires, avec les luttes que l'opposition, composée de masses appauvries de la noblesse, soutenait contre le gouvernement et ses alliés, les magnats. Presbourg, le siège de la diète, se trouvait aux portes même de Vienne. Tous ces éléments contribuaient à créer, au sein des classes moyennes de cette dernière ville, un esprit, non pas précisément d'opposition, puisque l'opposition était encore impossible, mais de mécontentement, un désir général de réformes administratives plutôt que constitutionnelles."

(ENGELS idem p.51)

Cette diète prit les mesures révolutionnaires suivantes dès l'automne 1847: licitation de la propriété foncière, libre circulation des paysans, rachat des charges féodales, émancipation des Juifs, égalité de tous devant l'impôt, liberté d'usage de leur langue pour les minorités croates et slaves. De même, elle demandait un ministère hongrois autonome, ce qu'elle obtint au lendemain de la première insurrection à Vienne. Après le 16 mars 1848, tous les privilèges politiques furent abolis et le suffrage universel introduit; Kossuth devint ministre des finances. Après avoir supprimé les charges féodales, dîme, corvées etc... l'Etat prit en charge leur indemnisation. Le seul lien que la Hongrie reconnaissait avec l'Empire se réduisait désormais à un lien personnel avec l'Empereur. En Hongrie, les chefs de la révolution, Kossuth et le poète Petöfi proclamèrent l'indépendance le 14 avril 1848, tout en créant une armée nationale qui devait défendre cette indépendance vis-à-vis de l'Autriche. Comme nous l'avons vu dans le n° 20 de CouC, la jonction entre le prolétariat viennois et l'armée révolutionnaire hongroise ne put se faire.

En Novembre 1848, le prince F.Schwarzenberg devint premier ministre de l'Empire, représentant la 'camarilla' des Habsbourg. Les premiers actes de cette clique furent de pousser Ferdinand I° à abdiquer:

" La trêve entre les impériaux et les Magyars dura encore six semaines. Tandis que les deux armées mettaient tout en oeuvre pour se renforcer, la camarilla d'Olmütz accomplit son coup préparé de longue main: elle fit abdiquer cet imbécile de Ferdinand, qui s'était compromis et usé au pouvoir, pour avoir accordé des concessions à la révolution, et elle plaça sur le trône pour lui servir d'instrument, l'enfant François-Joseph, le fils de Sophie."

NGR p.369 ed.sociales

Après une première victoire importante sur les Hongrois (Kapolna février 1849) cette camarilla s'empressa de dissoudre l'assemblée constituante et promulga une constitution pour tout l'Empire le 4 Mars 1849, constitution pseudo-libérale qui visait à rallier la bourgeoisie autrichienne, ainsi que les Slaves du Sud et à porter ses derniers coups à la révolution. Face à ces manœuvres, la Hongrie réagit violemment, rompant ses derniers liens avec l'Empire. Elle proclama la République avec à sa tête Kossuth et se lança dans la guerre révolutionnaire totale.

Les forces de l'Empire trouvèrent une alliance naturelle avec les Slaves du Sud et le Tsar pour écraser les mouvements révolutionnaires. De décembre 1848 à juillet 1849, toutes les forces de la réaction se conjuguèrent pour anéantir la jeune république hongroise:

" La guerre magyare perdit donc très tôt le caractère national qu'elle avait au début pour prendre un caractère définitivement européen, justement par la démarche apparemment la plus nationale par la déclaration d'indépendance. L'alliance avec les polonais pour la libération des deux pays, l'alliance avec les allemands pour le bouleversement révolutionnaire de l'Allemagne orientale n'ont acquis un caractère précis, une base solide qu'au moment où la Hongrie se sépara de l'Autriche et, de ce fait, déclara dissoute la monarchie autrichienne. La Hongrie indépendante, la Pologne restaurée, l'Autriche allemande devenue le foyer révolutionnaire de l'Allemagne, la Lombardie et l'Italie conquérant elles-mêmes leur indépendance - l'accomplissement de ces plans détruisait tout le système politique de l'Europe orientale, faisait disparaître l'Autriche, détruisait la Prusse, repoussait la Russie aux frontières de l'Asie. La sainte alliance dut par conséquent déployer tous ses efforts pour opposer une digue à la révolution d'Europe orientale qui menaçait (...)."

(NGR tome III p.376 ed.sociales.)

On voit par là à quel point les luttes pour la constitution d'Etats nationaux en Europe centrale constituaient un élément clef dans la stratégie révolutionnaire du parti communiste, particulièrement dans la lutte que menaient ces peuples contre la Sainte Alliance. Mais les Hongrois, désormais isolés, succombèrent sous le nombre et Kossuth s'enfuit en Turquie.

4.4.2.2. DE L'EMPIRE D'AUTRICHE A LA MONARCHIE AUSTRO-HONGROISE (1850-1866)

La période qui s'ouvre après 1850 a été caractérisée par le parti historique comme une période de contre-révolution. Durant ces années de repli du mouvement, Marx et Engels analysèrent, avec tout le recul nécessaire, la révolution de 1848 et s'efforcèrent d'en tirer les leçons. Tout en effectuant des travaux d'approfondissement de la théorie (critique de l'économie politique etc...) et de renforcement du programme, ils suivirent de près les différents conflits armés qui opposèrent les principales puissances d'Europe. Ils exprimèrent la position du parti historique au travers de nombreux articles de presse (dans la NYT, le Volk, la NOZ etc...) cherchant toujours à anticiper sur le cours des événements et à prévoir les modifications dans

l'équilibre des forces qui ouvriraient de nouvelles perspectives révolutionnaires pour le prolétariat, dénonçant les manoeuvres des divers gouvernements.(1)

En 1851, les mesures contre-révolutionnaires de l'Empire se manifestent dans la dissolution des diètes et l'abandon de la constitution octroyée le 4 mars 1849; malgré l'absolutisme de l'Empereur François-Joseph le servage ne fut pas rétabli et l'égalité juridique des citoyens fut maintenue. A la campagne, la vieille noblesse seigneuriale se métamorphosait en propriétaires de grands domaines utilisant des métayers ou bien louant la terre à des fermiers. Les tendances au développement du MPC qui s'étaient affirmées avant 1848 se renforcent. La politique intérieure vise à adapter l'Empire aux conditions d'une nation moderne: abolition des douanes entre l'Autriche et la Hongrie (1851), système d'impôt unique pour tout l'Empire, liquidation des vieilles corporations qui aboutit à la liberté commerciale et industrielle (1859). Ces mesures profitèrent surtout à l'Autriche et à la Bohême où la grande industrie prit un essor sans précédents, alors que la Hongrie essentiellement agricole fut freinée dans son développement par l'afflux des produits industriels en provenance des premières. Ce développement des forces productives capitalistes impulsa la privatisation des chemins de fer et leur extension dans tout l'empire; pour la seule Hongrie pourtant relativement arriérée, de 1849 à 1866 le réseau passe de 178 km à 2158km. Les mêmes progrès sont sensibles dans la navigation (aménagement du Danube et construction navale pour le trafic des marchandises lourdes). Mais un des signes les plus évidents de l'avancée du capitalisme autrichien se manifeste dans le développement du secteur bancaire et dans l'extension du système de crédit, dont le centre se situait à Vienne.

Le prolétariat urbain croît en nombre (grossissement des faubourgs), et sa misère grandit dans l'orgie d'un capitalisme en "lune de miel": les journées de travail vont de 12 à 14 heures, les femmes et les enfants sont enrôlés dans l'enfer des mines et des fabriques, et les capitalistes y font régner la terreur, pratiquant les chatiments corporels en guise de discipline. Ayant tiré les leçons de 1848, l'Empire réorganisait les villes selon un plan militaire foncièrement anti-prolétarien, à l'égal de la crapule Haussmann:

" A la fin de 1857, l'Empereur, dans un message adressé au ministre de l'intérieur, donnait officiellement l'ordre de démolir les anciennes fortifications de la ville. Elles n'avaient pas arrêté les armées de Napoléon, mais dans la pensée de certains après les épreuves de 1848, elles paraissaient susceptibles de défendre la capitale contre les émeutes des faubourgs.

Puisque la prospérité devenait la garantie de l'ordre public, elles pouvaient disparaître. A leur place se déroulait un large boulevard circulaire: le ring.

La nouvelle voie, étant munie de casernes aux points stratégiques et pourvue d'une largeur à portée de fusils, assurerait mieux que l'ancien système la sécurité intérieure de la capitale."

(Monarchies et peuples du Danube. TAPIK p.321)

Toutefois cette politique élude la question des nationalités (Hongrois, Polonais, Italiens, Tchèques...). La contre-révolution englobe les contradictions mais ne les résoud pas. De même, la question sociale, avec l'expansion de la classe ouvrière, ne tardera pas à ressurgir.

Sur le plan diplomatique, l'Autriche s'oppose plus que jamais à l'unification allemande sous l'égide de la Prusse et menaçera même cette dernière d'une guerre (reculade d'Olmütz, 20 novembre 1850); la confédération germanique sera rétablie. Par conséquent l'Autriche renforce sa position à l'intérieur de la Sainte Alliance au détriment de la Prusse.

Lors de la guerre de Crimée en 1854, qui opposa la Russie aux puissances anglaise-française-autrichienne alliées à la Turquie, Marx et Engels prirent position en faveur de cette alliance contre le despote tsariste, alors rempart de la réaction en Europe. Toutefois face aux tergiversations des alliés, Marx et Engels révélèrent les dessous diplomatiques anglo-russes, remontant pour ces fins à la période de Pierre Le Grand, et dénoncèrent l'alliance secrète qui liait ces deux pays depuis lors, ainsi que le rôle contre-révolutionnaire de celle-ci. Pour ce qui est de l'Autriche, Marx et Engels dénoncèrent vivement son jeu qui consistait à chasser tant ses prétendus alliés Turcs que ses présumés ennemis Russes des principautés danubiennes qu'elle convoitait. Loin de mener une guerre révolutionnaire, tous les gouvernements alliés aux turcs poursuivaient leurs propres intérêts tout en évitant de remettre en cause l'ordre contre-révolutionnaire sur lequel ils reposaient. L'Autriche y parvint avec une habileté particulière. Elle garda une neutralité prudente, tout en occupant le terrain des principautés danubiennes sur lequel s'étaient affrontés Russes et Turcs. Toutefois sa stratégie lui aliéna le soutien de la Russie comme elle avait perdu celui de la Prusse. L'Autriche, diplomatiquement isolée va commencer à vasciller.

Les revers pour l'Empire commencèrent en 1859, lorsque la France alliée au Piémont battirent l'Autriche et lui arrachèrent la Lombardie, en échange de laquelle Bonaparte récupéra Nice et la Savoie. Bordiga résume parfaitement les positions du parti lors de cette guerre:

" En 1859, guerre de Napoléon III allié au Piémont, contre l'Autriche, puis luttes italiennes de 1860. La position est nettement en faveur de la constitution de l'Etat italien unitaire, et donc pour la défaite de l'Autriche; Engels démontre que les intérêts allemands ne se défendent pas sur le Mincio. Cela signifie-t-il qu'on appuie Bonaparte pour autant ? Le même texte appelle les allemands à se battre "l'épée à la main" contre lui sur le Rhin et même à entreprendre la guerre longtemps retardée contre la Russie'.

(Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste ed.Prométhée.p.126)

Cet échec autrichien ne fit qu'attiser les mouvements de libération nationale qui revenaient sur le devant de la scène. Et le regain de mouvements indépendantistes forçait les Habsbourg à modifier leur politique intérieure. Anticipant sur ces mouvements centrifuges, l'Autriche rétablit les anciennes diètes et prévoyait la constitution d'un parlement d'Empire (Diplome de 1860). Toutefois, ces mesures libérales de compromis ne suffisaient pas à arrêter la vague montante. C'est en effet surtout à partir de cette époque que l'équilibre contre-révolutionnaire issu de la défaite de 1848 commence à être remis en question (début de la guerre civile aux E.Unis suite aux soulèvements anti-esclavagistes et à la mort de Brown; mouvement de Garibaldi pour l'unité italienne; renaissance des mouvements nationaux polonais et hongrois, abolition du servage en Russie, etc.). Dans un tel contexte, où les forces centrifuges minaient le vieil empire, les autrichiens firent une tentative pour réorganiser la confédération

germanique à leur profit, en 1863, mais ils rencontrèrent l'opposition décidée de la Prusse.

Les Hongrois ne reconnuent pas le parlement d'Empire et refusèrent d'y envoyer leurs délégués, ce qui obligeait l'Autriche à un peu plus de concessions. En 1865 (programme hongrois définissant les droits historiques de la nation et réclamant les lois de 1848) s'ébauchera une solution de compromis avec les anciens démocrates et des libéraux de tous bords, à l'exception de Kossuth qui crie à la trahison.

Ce compromis deviendra un fait constitutionnel après la défaite de l'Autriche contre la Prusse alliée à l'Italie. Dès lors toute emprise de l'Autriche sur l'Allemagne est terminée; de plus elle perd la Venetie.

Ce compromis fut fondé sur un ensemble de lois acceptées d'un commun accord par la diète hongroise et le parlement autrichien (traité signé entre partenaires). Le nouvel empire austro-hongrois possédait une armée unique, une même monnaie, un même système de douane et de poste, bref une certaine unité économique et politique.

Ainsi, à côté d'une petite Allemagne naissait un empire bicéphale et multinational qui laissait ouverte la question des nationalités et celle d'un futur rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Bordiga rappelait en 1954 que cette question pouvait bien être encore actuelle:

"Historiquement, le processus national allemand est particulièrement complexe. Aujourd'hui encore, il n'existe pas d'Etat national allemand unitaire. Il n'existait pas non plus avant la première guerre mondiale et seul Hitler le réalisa par l'annexion violente de l'Autriche, qui avait été dépouillée après la défaite de tous les territoires occupés par des populations d'autres nationalités. Après la deuxième guerre mondiale, les vainqueurs ont divisé l'Allemagne en trois Etats: l'Allemagne de l'Est, l'Allemagne de l'Ouest et l'Autriche. Mais tandis que de divers côtés on parle d'une possible réunification des deux allemandes, tous s'accordent pour isoler la faible et petite Autriche."

" Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste.
ed.Prométhée Bordiga."

4.4.2.3. LE MOUVEMENT OUVRIER EN AUTRICHE ET EN HONGRIE DE 1867 A 1889.

4.4.2.3.1 Epoque de la Première Internationale

Au cours des années 1860/70 l'industrie se concentre en Bohême du nord, en Moravie, en Styrie, en Basse-Autriche et dans les grands centres urbains (Vienne, Budapest, Prague), bien que dans ces derniers dominent encore relativement le petit atelier et le travail qualifié d'artisans et de semi-artisans.

En 1867 est promulguée la loi d'Empire qui accorde dans toute la Cisleithanie (de part et d'autre de la Leitha, affluent du Danube, on trouve la Cisleithanie, aire autrichienne, plus industrialisée, et la Transleithanie, aire hongroise, plutôt agricole) la liberté d'association à condition que ces associations ne revêtent pas un caractère politique, de ligue ou autre...!

Les premières expressions du mouvement ouvrier en cisleithanie, région la plus industrialisée, ne sont pas épargnées par les mystifications nationalistes bourgeoises. En outre, plusieurs

courants apparaissent, comparables à ceux qui avaient pris naissance au sein du mouvement ouvrier allemand dans un premier temps après 1848 (cf RIMC N°20).

L'AIT, clandestine à cause de la législation anti-ouvrière, s'implante dans un certain nombre de villes (Vienne, Prague, Timisoara, Budapest, Bratislava, Liberec etc...). En 1867 se créent à Vienne des cercles culturels ouvriers (Arbeiterbildungverein) inspirés par A. Bebel et qui constituent un embryon de mouvement socialiste; ils se développeront par la suite dans tout l'Empire. Les revendications essentielles des cercles ouvriers étaient les suivantes: droit de coalition, liberté de la presse, suffrage universel direct. Certains ouvriers, animateurs de ces cercles adhèrent individuellement à l'AIT: le graveur J. Brusslauer qui édite l'Arbeiterblatt, le typographe J. Pabst, le tanneur F.M. Bader. En septembre 1868, un meeting ouvrier approuve un message destiné au congrès de Bruxelles, et en mai 1869 il existe une trentaine d'adhérents à l'Internationale. Oberwinder, ancien lassalien, sera délégué autrichien au congrès de Bâle de 1869. A la même époque, L. Neumayer, l'éditeur de Wiener Neustädter Worchenblatt, entrera en contact avec Marx à l'occasion du congrès d'Eisenach. Il participera d'ailleurs au congrès de Bâle. A partir de 1870 il édite Gleichheit, organe de presse dans lequel il diffuse les positions de l'AIT.

La même année se crée une section clandestine de l'AIT à Liberec. En Hongrie, le délégué de l'AIT Hrabje était entré au conseil général de Londres dès le 28 Aout 1865. Sous l'influence d'amis de Liebknecht et de Bebel se crée en 1870 l'Association pour la formation des ouvriers de Budapest. Les associations ouvrières de Budapest organisèrent un meeting lors de la guerre franco-allemande exigeant la neutralité des Habsbourg. Enfin ils exprimèrent leur soutien à la république en France contre les bonapartistes.

En Bohême et en Moravie existaient de nombreuses organisations ouvrières (plus de 200 entre 1869 et 1871), mais aucune section de l'AIT, uniquement quelques adhésions individuelles (notamment J.S. Martin). Le modèle de Schulze-Delitzsch allemand eut un grand succès et se réalisa avec la caisse de crédit rural de Dr Kampelik. Le mouvement tchèque connut les coopératives de productions, de consommation, et de crédit avec le juriste Dr Ladislav Chleborad; en 1868, à Prague. Le programme de Chleborad restait totalement englué dans la question nationale tchèque:

" La classe ouvrière doit s'aider elle-même. Nous n'irons ni avec Schulze-Delitzsch, ni avec Lassalle, mais par nos propres moyens, avec l'aide de la nation tchécoslave"

C'est le principe de la "Selbsthilfe" (aide par soi-même) qui fut soutenu à Vienne par des socialistes autrichiens tel que Kessler, et Max Menger. Chleborad publiait un journal en langue tchèque: 'Delnik' (L'Ouvrier) dans lequel le programme était ramené à la question nationale : la situation du prolétariat ne pourrait s'améliorer qu'une fois la question nationale réglée, d'où pour lui la nécessité de réaliser un compromis possible avec la bourgeoisie tchèque contre la bourgeoisie allemande.

La même mystification nationaliste-bourgeoise se développa au sein du mouvement ouvrier de Basse-Autriche. D'autre part, les ouvriers participent à d'autres mouvements nationalistes tchèques notamment celui des Jeunes Tchèques dont la gauche comprend de nombreux leaders ouvriers et entretient des rapports avec l'AIT.

Mais l'influence prédominante demeure celle du courant Lassalien, surtout en Autriche et en Hongrie. Dans cette dernière, des éléments

qui avaient adhérés individuellement à l'AIT (S.Politzer, V.Kulföldi, A. Essel, etc...) initièrent un processus de fusion des divers courants, marxiste et lassalien principalement, en mai 1871, en phase avec le processus qui, en Allemagne, conduisit à la création du SPD à Gotha en 1875.

La classe ouvrière avait mené dans toutes ces années-là de dures luttes pour l'obtention du droit de coalition (acquis en 1869). De même la lutte pour le suffrage universel se heurta à la répression, avec l'arrestation des principaux militants à la suite de la manifestation devant le Reichsrat de Vienne en Décembre 1869 qui avait réuni plus de 20 000 personnes (condamnations à de lourdes peines de prison pour haute trahison).

4.4.2.3.2. Formation du parti ouvrier et Opportunisme.

La social-démocratie autrichienne connaîtra très tôt le développement d'un fort courant opportuniste (1871) sur les deux principales questions du mouvement ouvrier dans l'Empire: la question des nationalités, et celle de la démocratie, notamment du suffrage universel. Nous allons voir comment d'une part cet opportunisme ira se renforçant jusqu'en 1914, époque de la trahison ouverte, malgré les mises au pas régulières sous la poussée de la classe ouvrière et des éléments révolutionnaires, d'autre part ce même courant bourgeois dans le mouvement ouvrier suscitera une réaction de type anarchiste qui dialectiquement ravivera le nationalisme bourgeois.

Les premières manifestations de l'opportunisme eurent pour leader l'ex-lassalien Oberwinder. Ce dernier préconisait l'alliance de la classe ouvrière avec sa bourgeoisie en prétextant de l'immatrité des conditions autrichiennes et de la faiblesse de la classe ouvrière: de ce fait il fallait d'après Oberwinder appuyer la bourgeoisie progressiste dans sa tâche de développement du capitalisme. Pratiquement, cette tendance abandonna même la lutte pour le suffrage universel en soutenant un projet ministériel de réforme électorale (projet du ministre Auersperg). De plus Oberwinder s'avérait, tout comme les libéraux de Vienne, pro-germanique et anti-slave. En réaction à ces déviations opportunistes une tendance radicale émergea en affirmant une ferme volonté d'unifier le mouvement ouvrier sur des principes internationalistes avec la création d'un parti ouvrier social-démocrate pour tout l'Empire, regroupant les ouvriers de toutes langues et de toutes races. Le mouvement réel imposait la constitution d'un parti ouvrier, vérifiant ainsi les positions communistes après 1871 sur la nécessité de renforcer le parti ouvrier dans chaque pays afin de préparer le prolétariat à combattre sa propre bourgeoisie et par là-même à renforcer le programme communiste, condition indispensable à la reformation d'une internationale sur des bases plus pures et plus solides. Tout comme en Allemagne, l'unification des tendances social-démocrates en un seul parti fut poussée, malgré la division entre néo-lassaliens et marxistes, par le mouvement de la classe. Ceci, d'autant plus que le gouvernement ultra-réactionnaire renforçait la répression à la faveur de la crise de 1873 (succédant au Krach boursier de Vienne la même année). Ce sont les groupes et les associations ouvrières elles-mêmes qui prirent l'initiative dans la préparation d'un congrès d'unification. Comme à Gotha un an plus tard, les tendances opportunistes (Lassaliens à la Oberwinder) et révolutionnaires (Marxistes comme Scheu) s'affronteront, lors de ce congrès qui se tint à Neudorf en Avril 1874, mettant aux prises programme communiste et influence bourgeoise au sein du mouvement ouvrier. Le congrès tenu clandestinement réunissait 74 délégués et représentait 25000 ouvriers de la partie cisleithanienne de l'Empire, ce qui n'était pas négligeable compte tenu des difficultés dues à

l'Etat policier et à la période historique de contre-révolution. Mais l'analogie avec l'Allemagne, bien qu'approximative, se vérifie aussi dans ce cas (cf. RIMC n°2). Scheu, représentant l'aile révolutionnaire fit adopter dans la droite ligne du programme d'Eisenach les positions programmatiques suivantes: lutte pour le suffrage universel, liberté de presse et droit de coalition, établissement d'une armée du peuple, séparation de l'église et de l'Etat, lutte pour la diminution du temps de travail, suppression des impôts indirects, enseignement primaire obligatoire... Ce programme comportait en outre certaines concessions aux lassaliens comme la création de coopératives d'Etat et d'autres points de la même veine...

À partir du Congrès de Neudorf, la social-démocratie autrichienne acquiert une certaine indépendance vis-à-vis de l'Allemagne, d'autant plus que la perspective de la grande Allemagne semble dépassée.

Les concessions faites à l'opportunisme au congrès de Neudorf ne tarderont pas à manifester leurs effets délétères sur la jeune social-démocratie autrichienne. Alors que ce congrès avait proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et manifesté la volonté de créer un parti englobant les prolétaires de toutes les nationalités de l'Empire, la porte laissée entr'ouverte à l'opportunisme sera poussée un peu plus lors du congrès de Wiener-Neustadt en 1876. Le parti ouvrier autrichien, afin de rallier les éléments opportunistes, partisans d'Oberwinder, n'invita pas les sociaux-démocrates slaves de l'Empire. Ainsi, l'internationalisme prolétarien était momentanément sacrifié au profit de l'unité à tout prix avec les opportunistes, ce qui manifestait clairement que ce même opportunisme gangrénaît le parti autrichien.

L'année suivante, en 1877, au congrès d'Atzgersdorf, le siège du comité central fut transporté à Reichenberg, ce qui constituait un pas vers les ouvriers tchèques (création en 1878 d'une administration autonome des groupes ouvriers tchèques au sein du parti). Le comité central sera ramené finalement en Autriche à Graz pour échapper à la répression policière, en 1880.

Dans les années 1880, on assiste à une nouvelle scission dans la social-démocratie autrichienne, entre tendance "radicale" (influencée par l'anarchisme avec Josef Peukert) et tendance modérée inspirée par Kautsky. La scission eut lieu en 1882 au congrès de Brünn dont le programme fut rédigé par Kautsky et auquel les anarchistes ne participèrent pas. Les anarchistes s'opposaient à la lutte pour le suffrage universel et préconisaient le terrorisme. Suite aux attentats terroristes, l'état de siège fut proclamé en Janvier 1884, et maintenu jusqu'en 1891. Toutefois certaines tendances qui avaient suivi les anarchistes en 1882 rejoignirent la tendance dite modérée à la conférence de Salzbourg en 1884 à laquelle participaient des sociaux démocrates allemands et notamment Kautsky, Bebel et Liebknecht. L'unité du parti ouvrier social-démocrate se réalisera définitivement au congrès d'Hainfeld en 1888, consacrant la défaite des anarchistes. Un certain nombre de points programmatiques furent réaffirmés: nécessité de la lutte de classe, tendance historique à la paupérisation, nécessité du passage au socialisme (conçu comme collectivisation de l'économie), utilisation du parlementarisme comme moyen d'action possible parmi d'autres. Sur le plan tactique, on avait: lutte pour imposer des limites à l'exploitation de la force de travail (suppression du travail de nuit, du travail des enfants de moins de 14 ans et des femmes dans certains emplois, repos hebdomadaire, inspection du travail etc...), suppression des mesures d'exception, liberté de presse et de réunion, indépendance des tribunaux et suffrage universel direct.

Après 1888, on peut considérer que, indépendamment de la question

des nationalités qui la ronge, la social-démocratie austro-hongroise a réalisé l'unité du parti ouvrier. C'est ce qu'écrivait alors Adler à Engels:

" Nous sommes élevés de l'état de secte ou de horde tapageuse à celui d'un parti que l'on est bien contraint de reconnaître et avec lequel il faut maintenant compter."
(lettre de 1891)

Ce parti se renforcera sous la poussée de luttes prolétariennes: de 1888 à 1889 grèves successives des briquetiers, des tramotins et des mineurs; en 1890 grand succès lors du premier Mai malgré les déploiements policiers, qui débouche sur le non-renouvellement de l'Etat d'exception en 1891. En 1892 le mouvement syndical prend un nouvel essor. Face à ce renforcement inexorable du mouvement ouvrier, on voit surgir un groupe fabien à Vienne, sur le modèle anglais, signe que la bourgeoisie ne peut plus s'opposer au parti ouvrier avec les seules forces de la répression, mais qu'elle tente d'attirer les prolétaires dans les filets du socialisme bourgeois. Ce phénomène de renforcement des partis ouvriers, de regain de luttes prolétariennes et les tentatives de la bourgeoisie pour y parer sont d'ailleurs internationales, et nous verrons ultérieurement, avec le chapitre sur la Deuxième Internationale, quels peuvent être les enseignements de cette époque, sur l'opportunisme, le réformisme et le révisionnisme.

A partir de 1892, le parti ouvrier va orienter son activité principale dans la lutte pour le suffrage universel. Des grèves de masses et des manifestations viennent appuyer un peu partout dans l'Empire l'orientation du parti. Cette vague aboutit en Aout 1893 à décider la grève générale comme moyen d'action politique pour l'obtention du suffrage universel. Celui-ci est quasiment acquis en 1895, mais son obtention totale et définitive ne date que de 1907.

En fait, l'opportunisme des dirigeants se révèle à cette époque comme un fait déjà profondément enraciné. Devant un mouvement de masse le ministre Taffe est sur le point de concéder le droit de vote, mais face à l'opposition des partis bourgeois, il démissionne; Adler craignant toute action radicale et illégale du prolétariat adoptera la voie de la temporisation: il appellera à rejeter la grève générale à la grande indignation des militants; au congrès de Vienne en 1894 il sera accusé de trahison par des éléments de gauche. L'aboutissement de cette politique opportuniste se dévoilera comme l'expression d'un légalisme socialiste qui a jeté par dessus bord toute préparation et toute praxis révolutionnaire: le programme de Hainfeld sera révisé lors du congrès de 1901. Le parlementarisme devient l'unique moyen d'action politique de la classe par opposition à la grève de masse à utiliser en dernier recours, c'est à dire aux calendes grecques.

Nous avons rappelé au cours de ce travail sur l'histoire du mouvement ouvrier quelles étaient les positions authentiques des communistes sur la question du suffrage universel et la tactique à adopter, en Angleterre, en Allemagne et en France à cette époque (cf RIMC N° 2-3-4-5). La position de Marx et d'Engels à ce sujet a toujours été parfaitement limpide et peut se résumer d'une manière lapidaire: lutte parlementaire et préparation à la lutte révolutionnaire sont inséparables. (cf. RIMC N°2)

4.4.2.3.3. La question nationale.

Au congrès d'Hainfeld, la question des nationalités fut noyée dans de grandes généralités sur l'internationalisme. Nous avons vu que dès 1872 cette question fut posée par le mouvement réel de la classe. L'existence de nationalités opprimées au sein de l'Empire avait

constitué dès le départ un obstacle majeur au développement du parti ouvrier. Si celui-ci parvint toutefois à se développer sans résoudre ce problème, il n'en demeure pas moins qu'il devait se reposer au mouvement, à chaque étape importante de sa progression en des termes toujours plus exacerbés. C'est surtout autour de cette question, que l'opportunisme allait déployer tous ses talents de collaborateur de classe. Les chefs opportunistes autrichiens se firent les champions du social-impérialisme en ce qui concerne tant la pratique que la théorie. Les Menchevika et bien d'autres prenaient pour modèles les écrits de Bauer dans leur polémique avec les Bolcheviks sur la question nationale (tout ceci sera traité plus précisément dans des thèses ultérieures. Adler voulait à tout prix conserver le cadre de l'Empire et Bauer lui fournit tous les arguments pour sa défense dans son ouvrage 'La question des nationalités et la social-démocratie. Dans celui-ci, Bauer en venait à défendre l'idée "hautement socialiste" que le cadre national ne disparaîtrait pas, même dans le plein communisme.

Au mot d'ordre du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, Bauer opposait l'autonomie culturelle des peuples, ce qui, bien évidemment, laissait intact l'édifice de l'Empire. Adler, reconnaissant ouvertement que sa tendance cherchait à sauvegarder l'Autriche par tous les moyens, dira: " Si l'Autriche doit périr, ce sera de la faute de la classe dirigeante, la classe ouvrière n'en est pas responsable."

Cette pourriture opportuniste autrichienne n'est pas produite sur un terrain purement national, mais est le fruit même d'une cause qui aboutit à corrompre partout le mouvement international et préparer sa faillite de 1914: l'intégration momentanée du prolétariat grâce à l'augmentation du salaire réel et un renforcement exceptionnel des moyens de domination du prolétariat, ainsi que l'illusion suscitée par l'éloignement temporaire de crises graves. Il est d'ailleurs significatif que le même Adler ait fait supprimer du programme d'Hainfeld au cours du congrès de 1901 la formulation de principe sur la tendance à la paupérisation des masses ouvrières. La seule caractéristique nationale de cet opportunisme a consisté à fournir tout l'arsenal théorique pour la révision des principes concernant la question nationale.

Engels prévoyait que cet Empire multinational s'écroulerait dès que le tsarisme tomberait, car il n'était qu'une survivance réactionnaire de la vieille Sainte Alliance. Or, voici ce qu'écrivait Engels en 1888:

"Renverser le tsarisme et anéantir avec ce cauchemar qui pèse sur toute l'Europe est à nos yeux la condition première de l'émancipation des nations de l'Europe centrale et orientale. Dès lors que le tsarisme est renversé, nous assisterons à l'effondrement de cette puissance funeste, représentée par Bismarck, celle-ci étant alors privée de son soutien principal. L'Autriche se désagrègera, étant donné qu'elle perdra la seule justification de l'existence, à savoir empêcher de par sa seule existence le tsarisme de s'incorporer les nations éparpillées des Carpates et des Balkans; la Pologne sera restaurée; la petite Russie pourra choisir librement ses liens politiques; les Roumains, les Magyars et les Slaves du sud, libres de toute immixtion étrangère, pourront régler entre eux leurs affaires et leurs problèmes frontaliers; enfin la noble nation des Grands-Russiens ne fera plus une chasse insensée à ses conquêtes qui

ne profitent qu'au tsarisme, mais accomplira son authentique mission civilisatrice en Asie et, en liaison avec l'Ouest, elle développera ses capacités intellectuelles impressionnantes, au lieu de livrer au travail forcé et à l'échafaud les meilleurs de ses fils.
 (...) Si demain le despotisme s'effondrait à Petersbourg, après-demain il n'y aurait plus d'Autriche-Hongrie en Europe."

(Engels: Les tâches du parti ouvrier en Europe Orientale. La Russie ; 10/18 p.228/229.)

Nous voyons que les communistes, loin de vouloir sauver le cadre hybride de l'Empire multinational austro-hongrois, prévoient son éclatement et reliaient la solution des diverses questions nationales d'Europe centrale: 1° au renversement du tsarisme, 2° à l'écroulement de l'Autriche-Hongrie 3° à la chute de la Prusse; bref, à la disparition de la vieille sainte-alliance qui avait dirigé toutes les contre-révolutions depuis 1792!

La prévision du parti communiste historique s'est totalement vérifiée, avec la révolution de 1917. Et ceci démontre une fois de plus ce que nous ne cessons de rabâcher: le parti est un organe de prévision.

oOo

(1) En gradualiste décidément indécrottable, le CCI, notamment dans sa brochure "Nation ou classe", ne voit dans la stratégie du parti vis-à-vis des guerres nationales que le côté progressif bourgeois. Il en tire la conclusion que la révolution communiste n'était pas possible avant 1914! Alors que Marx et Engels, comme nous l'avons vu, attendaient de ces guerres une issue favorable pour la révolution communiste, lorsqu'elles ne rentraient pas directement dans le schéma stratégique de la révolution internationale. Pour le CCI, révolutions bourgeoises et prolétariennes ne s'entrecroisent pas dans l'espace et le temps, elles ne peuvent que se succéder... Adieu dialectique! Si d'ailleurs il avait fallu attendre que le cycle des révolutions nationales bourgeoises soit clôt dans le monde pour que la révolution communiste passe à l'ordre du jour nous aurions été amenés bien après 1914, les trois quarts de la planète n'ayant accédé au stade national bourgeois qu'au XX° siècle (Chine, Inde etc.)